

N° 46 - 5,00 FF

Semaine du 22 au 28 janvier 1982

SAFRONTIÈRE

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

FIN DE LA REGULARISATION :

Paris, c'est fini ?



CULTURE : L'AMERIQUE LATINE A BOBINO
AFRIQUE : UNE CHARTE DES DROITS A RATIFIER
LE MALI : UN PAYS EN DECOMPOSITION ...

SOMMAIRE

A LA UNE

- ☐ Les sans-papiers : la régularisation est terminée Page 3

ICI ET LA

- ☐ Les métiers de l'immigration : journal d'une femme de chambre Page 4
- ☐ Voyage à travers l'immigration yougoslave Page 5
- ☐ Barbès : le squatt de la Goutte d'Or Page 7

SUD-SUD

- ☐ Association cherche Droits en Afrique Page 8
- ☐ Proche-Orient : que veut l'Arable Saoudite Page 9
- ☐ Le Mali, un pays en voie de décomposition Page 10
- ☐ Tchad : mais d'où vient la menace ? Page 11

CULTURE :

- ☐ Illapu et Mercédès Soza : voix des peuples, voix de l'espoir Page 14
- ☐ « l'Algarable », roman de l'élitisme : comprenez qui pourra Page 16
- ☐ Sans Frontière services Page 19

2 Sans Frontière

COURRIER

Vendredi 22 janvier 1982

Un français parmi tant d'autres...

Monsieur le rédacteur,
Je vous ai vu à l'émission des dossiers de l'Ecran consacrée à la Police. Vous avez parlé du racisme des français. C'est votre droit, vous êtes algérien. Moi, je suis français et c'est aussi mon droit de vous répondre. Il y aurait sans doute moins de racisme envers les arabes et les noirs si :

1. Vous étiez un peu moins nombreux à envahir mon pays pour en retirer des droits, sans devoirs ;
 2. Vous étiez, dans l'ensemble, un peu moins agressifs et insolents à l'égard des gens qui vous reçoivent dans leur pays ;
 3. Vous étiez un peu moins nombreux à peupler les prisons et les hôpitaux (à nos frais) !
 4. Vous étiez un peu plus au travail car, quand on voit dans les rues, tous ces jeunes arabes, on peut se demander de quoi ils vivent et par quels moyens ;
 5. Vous étiez un peu plus reconnaissants en comprenant que si la vie en France ne vous convient pas, on ne vous retient pas et vous pouvez toujours aller vous faire voir ailleurs.
- Signé : un français parmi tant d'autres qui commence à en avoir assez d'être pris pour une vache à lait !
N.D.L.R. : Tiens, ça existe encore, des gens qui « pensent » (si on peut appeler cela penser) ainsi. La route est longue ...



Fermerons-nous encore les yeux !

Chers amis,
Tous mes vœux de réussite pour cette année 82 qui s'annonce chargée en actualité.
Je m'excuse auprès de toute l'équipe de ne pouvoir m'investir comme je l'aurais voulu dans un travail long et durable avec vous.
Néanmoins, je suis de tout coeur avec vous tous et je n'hésiterai pas à vous contacter en de diverses occasions.
En espérant vous revoir tantôt.
A toute l'équipe : bon courage et bonne continuation.
Amicalement

Colère

Et ce dimanche 13 décembre
Regardant par ma fenêtre
Cette grisaille, qui, de ma chambre,
N'arrive pas à disparaître
Jetant sur le morne décor
Les teintes ternes de la Mort.
Ah ! Toujours ce « Pouvoir » maudit
Entre les mains de militaires,
D'hypocrites et de gent pourrie
Qui feraient du monde : un cimetière.
Ils ont les mêmes gueules partout
De Santiago à Varsovie,
De Washington à Moscou :
Têtes carrées, cerveaux kakis.
Tout devient noir et c'est comme si
La Terre s'arrêtait de tourner
L'Ordre des bottes et des fusils
Tiendra-t-il toujours le haut-du-pavé ?
Smaïn

J'aimerais que dans la rubrique « Ici et là droits des immigrés », vous traitiez un jour le problème des jeunes immigrés comme les Français le disent si bien, « La deuxième génération » qui veut retourner dans leur pays d'origine pour travailler et se construire un avenir solide dans son propre « bled ».

Vous pourriez, nous informer de nos droits, nos avantages sociaux, nos démarches à faire, où s'adresser, les aides qui nous sont peut-être offertes, etc ... Et je suis sûr que vous trouverez encore beaucoup de questions sur ce sujet.

J'ai vu aussi que « Sans Frontière » est vendu en Tunisie, au Maroc, et dans d'autres pays, je pense que vous pourriez mettre dans la rubrique « service offres d'emploi » les offres d'emplois à l'étranger, et peut-être qu'un jour ça nous permettra à l'un ou à l'autre de retourner dans son pays.

J'ai pensé que « Sans Frontière » pourrait trouver une petite place pour permettre aux jeunes qui désirent correspondre, puissent le faire par l'intermédiaire de votre journal.

« Sans Frontière » est un journal qui lie les immigrés entre eux, et demain, il sera peut-être comme son l'indique bien, il sera : « la clef d'une amitié sans frontière ».

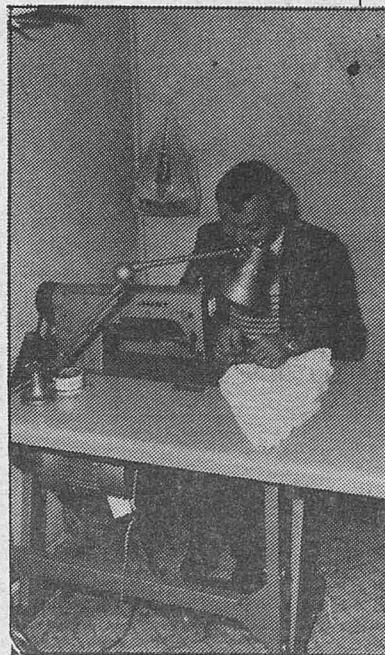
Monsieur le Directeur en Chef, je suis certaine que vous y avez déjà pensé, à toutes ces suggestions.

J'ai quelques suggestions..

Monsieur le Directeur en chef,
La connaissance de votre journal « Sans Frontière » s'est faite par l'intermédiaire de l'émission « Mosaïque ».

Et je vous avoue que par curiosité je l'ai acheté ; vraiment c'est un journal sérieux, qui défend les immigrés en les prévenant de leurs droits sociaux. Nous, immigrés, nous y trouvons notre propre image à travers vos reportages.

« Sans Frontière » annonce que les suggestions et les critiques sont les bienvenues. Eh bien moi j'ai quelques suggestions.



Je souhaite longue vie à « Sans Frontière ».

Si toutes ces suggestions ne vous sembleraient pas intéressantes, la poubelle ne devrait pas être loin de votre bureau.

Mes vœux, les plus sincères à toute l'équipe.

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur en Chef, mes sentiments les plus respectueux.

Une lectrice fidèle

Mlle Elghazi Salona

N.D.L.R. : Merci pour toutes ces suggestions. Il faut que les lecteurs envoient des annonces destinées à leurs familles, au pays pour que là-bas les gens y répondent. Et vice-versa bien sûr ... Notre seul souhait : être un lieu de débat, et de confrontation d'idées ...

sansfrontière

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBELAID
Joël BOULARD
Saïd BOUZIRI
Peïra CAVA
Madjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMANN
Maria KALALLOBE
Daniel Lacerda
Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA
Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJEHOYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Lella SEBBAR
PACO
Marc WEITZMAN

Hassan Zeroual
Fowzia ZOUAOUI
ABONNEMENTS
Ali MAJRI
NOURREDINE
PUBLICITE :
Lella HADDAD
Habib ARFAOUI



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78

Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.

Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet

Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »

Directeur de publication : Khali Hammoud

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

Soutien à partir de 300 francs

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

☐ Abonnement ☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Chômeurs et étudiants*		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

*Sur justificatif

Chèque ☐

C.C.P. ☐

Les photos des pages 8 et 15 du numéro 45 de S.F. sont de Jamaï

Clôture de l'opération de régularisation PARIS, C'EST FINI ?

Au terme de l'opération exceptionnelle de régularisation mise en route le premier septembre 1981, et close le 15 janvier 1982, cent vingt mille immigrés « clandestins » seront vraisemblablement régularisés.

Sans tirer de bilan définitif, c'est l'heure des premiers enseignements de cette opération particulière à plusieurs égards.

Les commissions départementales d'examen des cas litigieux étant juste au début de leur travail, il est, bien évidemment trop tôt pour avancer des chiffres définitifs, mais le nombre de dossiers déposés (130 000 environ au 15 janvier) et les consignes de mansuétude données aux commissions, laissent envisager un chiffre de régularisations proche des cent vingt mille annoncés plus haut.

C'est considérable, car quoiqu'on dise, des milliers de travailleurs, auront gagné, après des années de clandestinité, le droit à une vie « libre », au grand air. Il n'y a que « les nantis » de l'immigration - notion je l'avoue, toute relative - pour sous estimer une telle avancée.

Reconnaître ce fait devrait aller de pair avec une réflexion, slogans et mots d'ordre mis à part, sur cette opération.

Trois remarques nous semblent essentielles ; elles portent successivement sur l'esprit même de l'opération, son application, et enfin « la pédagogie » qui a accompagnée son déroulement.

En parlant dans son communiqué du 31 décembre 1981 « d'un processus mené avec pragmatisme pour répondre à des situations par définition mal connues », le Secrétariat d'Etat faisait le constat public de l'ambiguïté, sûrement involontaire, de l'opération, qui confondait régularisation de personnes avec suppression du travail clandestin.

De toutes parts, on se rend compte maintenant de la complexité des situations économiques et des réalités régionales, regroupées abusivement sous le vocable du travail clandestin.

Il apparaît maintenant que si la régularisation a permis d'assainir la situation personnelle de milliers de travailleurs, les secteurs demandeurs de main-d'œuvre précarisée ne sont pas pourtant bien connus, et encore moins supprimés.

L'application, même rigoureuse, de la loi du 17 octobre 1981, aggravant les sanctions envers les employeurs, n'y changera pas grand chose.

C'est cette méconnaissance des mécanismes du travail clandestin - commune d'ailleurs aux pouvoirs publics, aux immigrés et pour une fois aux chercheurs ! - qui explique les ratés de l'opération de régularisation, et par la suite les réajustements dont elle a fait l'objet : (saisonnières, femmes de ménage...).

Méconnaissance des réalités actuelles, mais aussi du passé récent, de l'histoire - encore fraîche des mouvements de sans papiers.

A l'origine des divergences qui ont

séparé les « maximalistes » qui réclamaient la régularisation sans condition, et la libre circulation, et « les réalistes » qui s'en tenaient aux circulaires, il y a surtout une lecture différente, parfois une ignorance totale, de cette histoire dont nous parlions ci-dessus.

Entre les régularisations octroyées vers la fin des années soixante, dont a profité essentiellement l'immigration portugaise, les luttes des années soixante dix (circulaire Marcellin, Fontanet, luttes des saisonniers, mouvements dans la confection), il y a une continuité, une histoire non écrite, des leçons non systématisées.

C'est parce qu'elle manque de réflexion sur cette mémoire toute orale que l'immigration ne peut assumer pleinement la concertation avec les pouvoirs publics et qu'elle se réfugie dans le slogan.

Cette situation que l'on a encore vérifiée lors de cette opération de régularisation se retrouve dans d'autres domaines telle la réflexion sur le logement et les foyers, l'information et la culture, les jeunes nés en France.

Il y a donc à nos yeux urgence du débat au sein même de l'immigration, une nécessité de réfléchir sur cette mémoire.

Négliger cet aspect, c'est rater les chances d'un changement profond, car cela ne peut être octroyé par aucune volonté gouvernementale.

Le déroulement de l'opération a montré les réticences voire l'obstruction qu'ont manifesté les administrations, à appliquer les directives gouvernementales. Le fait a été assez souligné pour qu'on y revienne ici, mais il est inquiétant pour l'avenir.

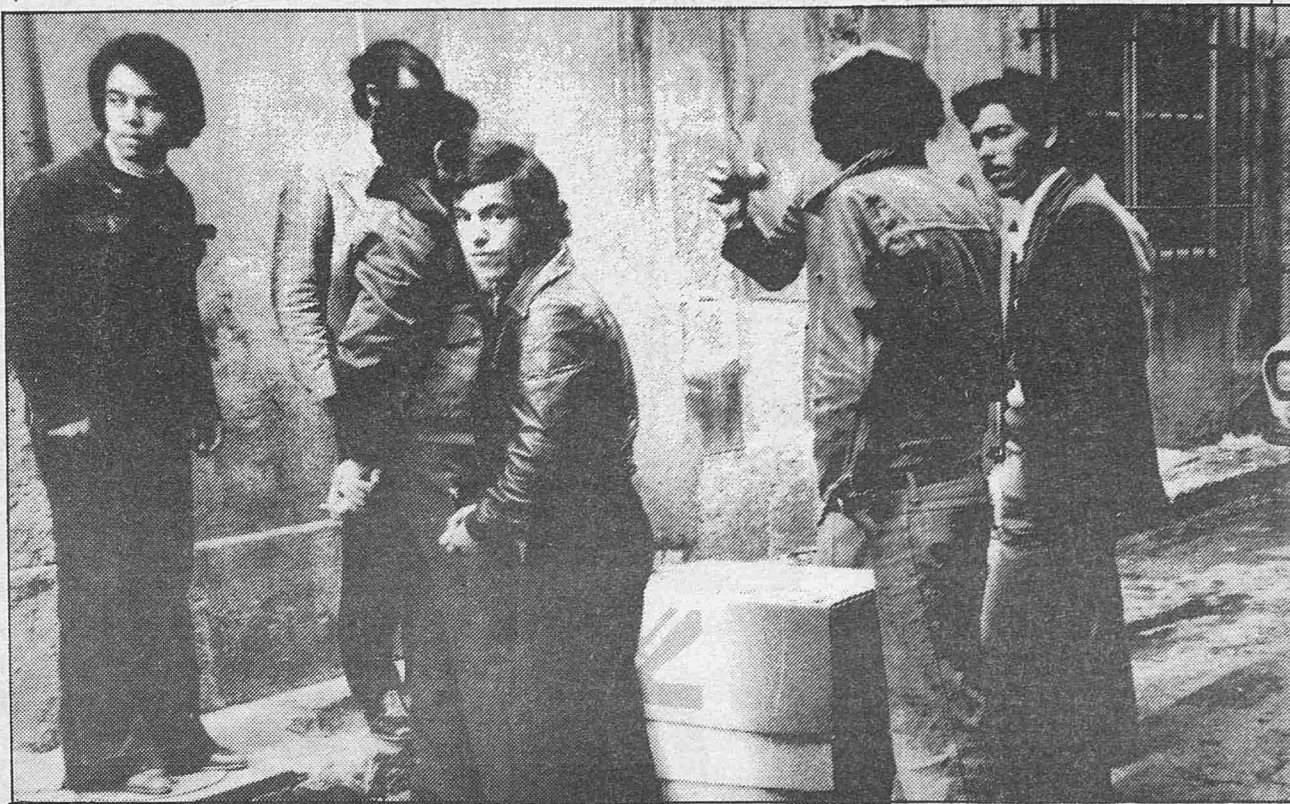
On voit mal une telle administration intégrer progressivement les préoccupations et les problèmes spécifiques immigrés ; et nous ne pensons pas qu'il faut tabler sur la traditionnelle « obéissance » des fonctionnaires.

Enfin, nous ne cacherons pas que l'un des aspects qui nous a le plus touchés tout au long de cette opération fut cette insistance officielle à lier, à chaque intervention publique, le problème des clandestins à celui du chômage.

Partant d'une bonne volonté qui vise à expliquer aux français la politique gouvernementale en matière d'immigration, elle pèche par un excès de simplisme. Dire aux français que cette opération a pratiquement résolu et la question de l'immigration clandestine et celle du travail au noir ne les prépare point à affronter les problèmes de demain.

Dans ce domaine, encore plus que dans d'autres, le langage de la vérité est nécessaire - Nous pensons pour notre part, que même si le travail au noir est supprimé, il y aura encore des milliers de gens de l'autre côté de la mer à se dire - que Paris, ce n'est peut-être pas définitivement fini. Le miroir aux alouettes va continuer à fonctionner. à moins d'édifier un mur de Berlin peint en rose.

Kamal Belarbi



La date limite de l'opération de régularisation est terminée depuis le 15 janvier dernier, sauf pour ce qui concerne les saisonniers.

Avant d'avoir les moyens d'en faire un bilan, nous avons jugé utile de voir un peu, en l'état actuel des choses, comment cette régularisation se poursuit au niveau des commissions.

Nous publions ici les réactions de certaines associations ou d'organisations syndicales qui ont bien voulu y répondre.

Paris

Le 15 janvier, il y a des centaines de dossiers qui n'ont pu être déposés ; ce jour-là, alors que j'étais en discussion avec un responsable de la police à la Préfecture, un policier est venu lui dire qu'à la porte de la Villette (où il y a un centre de régularisation), une hôtesse a été renversée, car il y avait beaucoup de monde. A nos permanences, il y a un monde fou qui vient, et certains clandestins nous demandent encore des contrats à faire remplir par leurs employeurs. Les gens n'ont pas pu déposer leurs dossiers dans les délais, à cause des difficultés bureaucratiques. C'était une véritable course d'obstacles.

La commission où j'assiste en tant que représentant de la CGT, se réunit tous les mercredi, et traite une quarantaine de dossiers par réunion. Il y a généralement, un ou deux refus. En fait, le problème le plus grave maintenant est celui du licenciement des travailleurs par les patrons qui avaient pourtant accepté de signer un contrat. Dès qu'il demande l'application du droit du travail (SMIG, horaires légaux de travail...), le travailleur fraîchement régularisé, est presque automatiquement licencié.

Nous n'avons pas énormément de moyens de recours contre de tels agissements.

Zran

Responsable à la CGT, Paris

Valence

La prolongation n'a pas créé de grand mouvement pour deux raisons essentielles. D'une part, le délai était trop court. D'autre part, nous avons fait un grand travail d'information avant le 30 décembre, car nous n'avions pas beaucoup d'espoir quant à une éventuelle prolongation de l'opération.

Ce nouveau délai n'a donc permis que de raccrocher quelques cas particuliers.

Pour les saisonniers, il y a eu 400 dossiers déposés dans tout le département de la Drôme, et 240 dossiers régularisés à ce jour.

A la commission où nous siégeons en tant que « défenseurs des travailleurs », tous les dossiers que nous plaçons reçoivent des avis favorables. La commission se réunit tous les quinze jours, et traite 15 à 20 dossiers par séance. Il lui reste une centaine de dossiers environ à voir.

Un petit problème qui nous préoccupe au niveau local est l'absence de représentants de la C.G.T. et de la CFDT. Celui de F.O. venait jusqu'en décembre 81 ; on ne l'a pas revu depuis.

Odile,

Responsable de l'A.S.T.I.V. de Valence

Montpellier

Ici à Montpellier, nous avons senti une accélération après l'annonce de la prolongation de l'opération de régularisation. Plus de cent dossiers ont été déposés par nos

soins au guichet unique. Dans la plupart des cas, il s'agit de gens qui avaient peur, ou dont les dossiers étaient incomplets. Par ailleurs, la Préfecture de l'Hérault a délivré 1 200 récépissés durant la première quinzaine de janvier. La décision gouvernementale a donc encouragé certains travailleurs, alors que d'autres ont surtout voulu ne pas rater cette dernière occasion. Ce qui nous préoccupe dans l'immédiat, c'est le fonctionnement de la commission où nous siégeons à côté de la CGT et de la CFDT. Elle se réunit tous les quinze jours et traite chaque fois une quinzaine de dossiers.

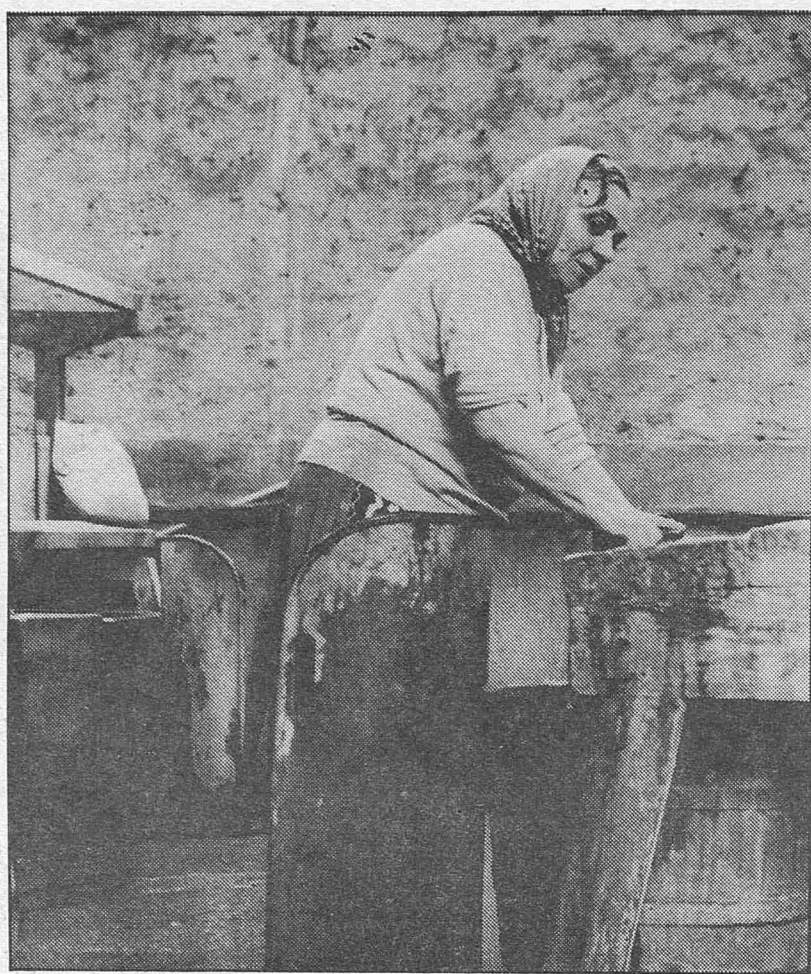
Dans 80 % des cas, elle donne des réponses favorables. Malgré cela, la commission est à notre avis baillonnée par l'interprétation restrictive des circulaires que font la préfecture et la Direction Départementale du Travail, qui « cherchent » comme on dit « la petite bête ». Nous avons rencontré deux fois un adjoint de M. Charvet, et nous lui en avons parlé (chargé de mission du cabinet de M. François Autain, M. Dominique Charvet supervise l'opération de régularisation NDLR). La lenteur de la commission est aussi un problème qui nous préoccupe.

A la dernière réunion de la commission, le lundi 18 janvier, il y a eu huit avis défavorables car les contrats étaient signés par le même employeur ; de telles décisions sanctionnent indistinctement tous les travailleurs.

Daniel R.

Responsable de l'ASTM Montpellier

Ici commence la chronique du travail immigré. Chacun, chacune racontera à sa manière, des épisodes de sa vie publique, professionnelle, dans l'exaltation, la déprime, la rébellion, l'humour... A travers ces récits se constituera peu à peu une culture immigrée dont on oublie de tenir compte du côté du travail, des métiers, des jobs, des trafics, des combines... Envoyez des textes, écrivez, contactez-nous, parlez comme vous voudrez, pour que d'autres parlent à leur tour.



Chronique des métiers de l'immigration

LA JOURNÉE D'UNE FEMME DE CHAMBRE

Nadia parle d'une voix calme, placide. Elle parle de son travail sans agressivité ; on la sent décidée et volontaire. Elle ne veut dépendre de personne, mais elle ne se laissera pas maltraiter plus longtemps par une patronne d'hôtel qui la fait travailler jusqu'à l'épuisement. Elle commence à se défendre...

A l'Agence Nationale pour l'Emploi j'ai trouvé un travail dans un hôtel. Je voulais faire des stages. J'ai pris un travail qui me laissait libre l'après-midi.

Je me suis présentée à l'hôtel. J'étais femme de ménage 5 heures par jour pour 2.200 francs. La gérante était assez gentille au début. C'est un hôtel une étoile de six étages. Il y a environ 40 chambres.

Je devais faire les petits déjeuners et les servir dans les chambres et au salon. Je préparais les plateaux avec ce que demandaient les clients. Je regardais le petit carnet. C'est la patronne qui faisait le café, le thé et le chocolat. La baguette on devait la couper en cinq, pas moins sinon elle rouspétait. Je commençais à 7 heures le matin. Je prenais mon petit déjeuner à l'hôtel. La patronne nous surveillait pour le sucre. On était trois. Deux femmes de chambre guadeloupéennes et une femme de ménage pour en bas, c'était moi au début. La patronne ne nous fournissait rien, alors que sur le règlement on disait qu'on avait droit à des vêtements de protection. J'ai apporté un tablier, des chaussures et un foulard.

Je montais les petits déjeuners jusqu'au 6ème étage sans ascenseur. Les clients sont quelquefois pensionnaires, ou bien ils louent pour une semaine, un mois pour des stages ou des salons, ou pour un soir. Quand je rentrais, les femmes se cachaient sous les draps, ou les hommes se tournaient

vers le mur. Parfois on m'ouvrait avec juste un slip comme si je n'existais pas, comme si je ne voyais rien. J'ai appris un peu plus tard qu'il y avait des « rendez-vous » dans l'hôtel, des femmes qui venaient pour peu de temps avec des hommes différents et plusieurs fois dans la journée ou dans la semaine.

Quand je les avais vues trois ou quatre fois de suite, je leur disais bonjour mais elles ne répondaient pas. Il y a aussi un couple, toujours les mêmes, qui viennent passer une heure dans la journée. Les prostituées, je les trouve encore plus méprisantes que les autres avec la femme de chambre. Je vois souvent un type en affaires à Paris avec des petites jeunes différentes. Les couples qui viennent dans la journée comme ça, pour nous c'est pas marrant. Ils font leurs affaires et nous on ramasse la merde, on est obligées.

Il y a des clients très divers. Souvent des algériens viennent passer plusieurs jours. Ils sont en observation dans un hôpital, ils sont en France pour se soigner. La patronne n'est pas raciste avec eux mais celle qui l'aide et qui est espagnole fait souvent des réflexions contre les arabes ; elle refuse de leur donner des serviettes

tes quand ils en demandent. Ils savent que je suis algérienne, à cause de mon foulard : il est vert avec le portrait du Président Boumedienne et des lettres en arabe. Quand ils me parlent en arabe, je réponds en arabe.

Les petits déjeuners, c'est de 7h jusqu'à 9h30. A ce moment-là, je fais le ménage en bas. La cuisine, la salle à manger, la réception, le salon. C'est tous les jours comme ça. Chaque fois la patronne me dit ce que je dois faire comme si ne ne le savais pas. A midi, je m'en vais. J'ai fait ça pendant deux mois tous les jours sauf le mardi.

Ensuite j'ai remplacé une employée ; je suis montée. Là j'étais femme de chambre. Je travaillais de 8h à 1h et de 2h à 5h pour 2.900 francs par mois tous les jours sauf le mardi et le samedi et le dimanche jusqu'à 1h. Je nettoie d'abord les tapis de l'entrée les quatre sur le trottoir ; je les frotte avec une brosse mouillée, après je dois balayer le trottoir.

C'est lourd et je suis obligée de rentrer tous les tapis seule. Je regrette les petits déjeuners. Je m'occupe des vitres d'en bas. Toutes les vitres. La patronne vérifie tous les jours.

Faire les chambres « à blanc »

Vers 10h on fait les chambres. J'ai le premier, le second et le troisième, dix-sept chambres. Il faut faire vite à cause des « rendez-vous » le matin et l'après-midi. Toutes les chambres sont occupées. Je monte avec l'aspirateur, le seau, l'éponge, l'ajax, le chiffon et les gants - c'est moi qui les fournis, les gants - la serpillière et les draps. C'est la lingère qui distribue les

draps et les serviettes. Il faut tout monter en vitesse. Quand je finis vers 4h la patronne me donne encore du travail. Maintenant je vais moins vite. Je sais que je dois faire mes 17 chambres, je me débrouille pour que ce soit terminé à 5h, pas avant. La patronne est maligne, quelquefois elle m'aide à faire la chambre d'un « rendez-vous » quand il est 5h juste ; mais ça, c'est fini.

Quelquefois je fais sortir les clients, parce que sinon... Je pose mon paquet à un bout de l'étage et je fais les chambres.

qui nettoie, mais ils n'y pensent jamais, ils s'en foutent de salir.

A la fin de la journée, avant de partir on doit faire l'escalier ; le lundi on enlève les barres de cuivre et on nettoie, on passe l'aspirateur.

Entre 1h et 2h on mange. On s'achète quelque chose et on déjeune dans le salon. Maintenant je vais dehors je prends un sandwich avec un café. La patronne ne nous donne rien, ni boisson, ni café. Elle mange dans la cuisine. Quelquefois j'ai une envie de café... mais je n'ose pas demander. J'aime le café, comme tous les arabes.

Ma tête, j'ai perdu ma tête

Quand il faut « faire à blanc » on change tout, je fais le ménage complet. Quand la patronne remarque que les draps ou les serviettes diminuent, elle nous accuse, pas directement, mais on comprend ; pour l'ajax aussi elle surveille et pour les petites savonnets.

Quand j'ai dit que je voulais faire des stages on a commencé à me donner plus de travail et à me faire accuser pour ce que je n'avais pas fait : L'une des femmes de chambre voulait me faire renvoyer. Elle était vraiment méchante celle-là. Elle m'a même dit - sale race - Un jour je lui ai dit - Je t'attends dehors et je te casse la figure - Elle a eu peur. Elle me fiche la paix maintenant. Quand je proteste, la patronne me dit - c'es à prendre ou à laisser. Je monte, je descends. Quand les chambres sont terminées il faut descendre tout le linge sale c'est crevant. A cinq heures je rentre chez moi, je me couche. Je voulais suivre des cours du soir, faire de la rééducation ; je suis trop fatiguée. Je dors jusqu'au lendemain.

Les clients sont souvent sales je trouve. Ça me choque. C'est moi

Un jour, un samedi après-midi on avait terminé à 1h ; je rentre chez moi en courant. Je me couche, je m'endors. J'habite dans un hôtel. Je me réveille à 6/7heures. Je me prépare. Je surveille l'heure. J'arrive en courant à mon travail, je m'habille. J'étais prête à travailler, la patronne m'a vue. Elle était étonnée. J'ai compris qu'il était 8h du soir. J'ai pris ma tête dans mes mains - ma tête, ma tête, j'ai perdu ma tête... - C'était il y a trois semaines. Personne n'a cru que j'avais seulement dormi. On m'a dit que j'avais bu ou je ne sais quoi. Je suis retournée chez moi et j'ai dormi jusqu'au lendemain.

J'ai raconté ça à ma sœur, elle a éclaté de rire et elle m'a dit que je devais agir, trouver autre chose, chercher un stage de formation. C'est ce que je fais en ce moment, parce que là c'est trop dur. Je vais changer. J'ai besoin d'avoir du temps pour trouver un travail qui m'intéresse, pour les demandes... Et puis, j'en ai marre d'être exploitée et maltraitée.

Propos de Nadia, recueillis par Leïla Sebbar

Enfants du désespoir (suite)

LA CASSURE

« Je veux retrouver mon enfant »,
« rendez-nous nos enfants » tels étaient
quelques-uns des slogans scandés par la
trentaine de mères devant les ambassades
de Tunisie, Maroc, Algérie, et devant la
mosquée, samedi dernier. Une
manifestation organisée par le collectif
« Défense des Enfants Enlevés », qui
inaugure ainsi une semaine d'action et de
sensibilisation.

Chaque année en France se célèbrent quelques 20 000 unions mixtes, dont le taux de fécondité s'avère être plus important que dans les couples français : plus de 20 000 enfants issus de couples mixtes, mariés ou non, naissent chaque année, dont 8 000 de mères françaises, et un tiers de couples franco-maghrébins (cf *Sans Frontière* n° 45). On compte qu'un couple mixte sur trois divorce, contre un sur quatre lors de mariages français, soit entre 6 et 7 000 enfants concernés. Un peu plus de 1 000 d'entre eux, estime-t-on généralement, seront enlevés quelques semaines après la séparation du couple, dont 90 % issus de père musulman.

Ces chiffres révèlent une situation complexe. Le divorce en cas de mariage mixte est généralement l'aboutissement d'un conflit bien plus grave qu'une simple incompatibilité d'humeur. C'est dans toute son acception, l'impossibilité de vivre ensemble, deux façons radicalement opposées de concevoir la vie, l'impossibilité d'accepter « l'autre » dans ce qu'il a de réellement différent. Deux mentalités, issues de deux civilisations différentes s'affrontent, et de ce choc naît un enfant qui sera enlevé, contre-enlevé, parfois contre-contre-enlevé ; un enfant qui va passer son temps à survoler l'abîme qui sépare deux mondes.

La situation n'est simple pour personne.

Pour le père d'abord, la cassure est double : le mariage avec une française symbolise dans bien des cas l'intégration dans le pays d'adoption, une véritable cérémonie dans laquelle il sacrifie son identité culturelle au profit de la culture (voire de la nationalité) française. Combien d'immigrés musulmans, par exemple, se sont mariés à l'Eglise, en général sur l'insistance des beaux-parents, ou/et se sont fait naturaliser au moment de leur mariage. La rupture souvent violente avec la femme française est de ce fait souvent perçue comme un rejet total de sa tentative d'assimilation. Isolé, il ne lui reste plus bien souvent qu'à retrouver son pays, sa famille à laquelle il rapportera ses enfants, sa seule réussite tangible dans un monde qui l'a rejeté.

Quant à sa femme, « il la divorce », comme il l'aurait répudiée, divorçant dans le même temps d'un monde, avec lequel il n'a jamais vraiment fait bon ménage, qui n'a pas su ou pas voulu l'accepter.

Pour la mère, la cassure n'est pas moins fondamentale.

La majorité des femmes qui composent le collectif de « Défense des Enfants Enlevés » a dû lutter contre les préjugés de tous bords, les réflexions racistes des amis et les avertissements aigres-doux de

la famille. Vieux fond raciste qui va ressurgir dès la demande de divorce (en général formulée par la mère) et plus encore lors du kidnapping de l'enfant. « Mais pourquoi vous êtes-vous mariée avec un arabe ? » demandera le juge ; « On leur a tout donné aux arabes, ils pourraient au moins se tenir », philosophera la mère d'une divorcée dont le gendre, à l'en croire, n'a épousé sa fille « que pour ses sous ». Pour ces femmes isolées face à une justice indécise, il s'agit d'une radicale remise en question. D'autant que les principes féministes dont elles se targuaient durant leurs mariages vont disparaître lorsqu'il va s'agir de récupérer les enfants enlevés. On va voir ressurgir le fameux instinct maternel. « Je ne veux pas de père pour mes enfants » entend-on chez les plus extrémistes. Exaspérées par le refus de la belle-famille de laisser ne serait-ce que voir l'enfant par l'incompétence en la matière des lois internationales et des pouvoirs publics, les femmes du collectif en arrivent à invoquer des arguments qu'elles-mêmes contestaient il y a peu « Nous ne serons jamais racistes, mais faudra-t-il un jour utiliser le racisme des autres pour éviter que des enfants soient enlevés ou pour que les nôtres nous soient rendus ? Jusqu'à quelle extrémité pourrait nous pousser le désespoir ? »

Phrase terrible qui résume tout le drame de ces couples écartelés. Car pas plus que les femmes ne croient au racisme, pas plus les hommes ne croient aux règles « islamiques » qu'ils invoquent, incapables en réalité, pour la plupart de se réintégrer dans leur pays d'origine. Plus les éthiques juridico-morales de leurs sociétés respectives - qui seront à l'origine de la rupture - s'avèrent caduques, et plus l'un et l'autre des protagonistes s'y accroche de façon désespérée.

Esroqués par des détectives privés, marginalisés par des sociétés qu'ils remettent en cause, déchirés entre des règles auxquelles ils n'ont jamais vraiment cru, chacun reporte sur le même enfant ce qui lui reste d'amour. Un enfant ballotté d'un doute à l'autre, dont nul ne sait à l'heure actuelle ce qu'il deviendra.

M.W.



L'IMMIGRATION YUGOSLAVE

Environ 70.000 yougoslaves vivent en France, chiffre relativement peu important si on le compare aux quatre millions d'immigrés installés sur le territoire français : l'immigration yougoslave n'en est pas moins une réalité concrète avec son histoire, sa culture, ses spécificités.

On peut en gros diviser l'immigration yougoslave en trois chapitres. Au début du siècle et jusqu'à la seconde guerre mondiale ; un certain nombre d'artistes et étudiants quittent se qui deviendra plus tard la Yougoslavie et s'installent à Paris. Cette première vague d'immigration essentiellement culturelle, ne touche guère que les grandes et moyennes bourgeoisies. Vient la guerre. Puis l'époque des nationalisations qui voient se disséminer à travers toute l'Europe une autre fraction de la bourgeoisie, industrielle cette fois.

Enfin, à partir des années soixante et jusqu'en soixante-treize arrive la troisième vague, la plus importante.

Sans Frontière : Vous êtes en France depuis combien de temps ?

R : Une vingtaine d'années à peu près

S.F. : Qu'est-ce qui vous a poussé à émigrer ?

R : Chez moi, si je travaille toute la journée, je gagne assez pour m'acheter deux bières. Ici, je peux acheter deux bières et un steak pour le même travail.

En Yougoslavie comme partout s'évit la crise, mais une crise aggravée par les problèmes que posent les tentatives autogestionnaires du maréchal Tito. Une crise dont les premières victimes sont les agriculteurs, dont sont issus 80 % des immigrés yougoslaves : « Il faut savoir que chez nous, il y a souvent trois générations qui vivent dans la même maison, ou qui survivent. Par manque d'économie, les plus jeunes viennent en Europe travailler et envoient les mandats chez-eux avec l'espoir d'acheter du matériel agricole avec les devises ».

Si certains ont trouvé une place de mécanicien, de chauffeur poids-lourd ou d'O.S., la majorité de l'immigration yougoslave s'est dirigée vers la confection.

C'est dire qu'ils n'ont pas été les

derniers à profiter des mesures exceptionnelles de régularisation et que les revenus de la communauté yougoslave sont pour le moins aléatoires.

Dix ans après les premières arrivées en masse de la troisième vague, soit en 72, se créent les premiers clubs yougoslaves, tant en France, qu'en Allemagne.

Clubs qui vont se développer à tel point que trois ans plus tard va naître la première « Union des Clubs Yougoslaves en France », dont le but essentiel sera d'essayer de coordonner les activités des diverses associations.

Six ans après, on peut dire que l'objectif de l'Union n'est pas atteint.

Nés d'une volonté de préservation culturelle, les clubs n'ont pas encore dans bien des cas, su se trouver une identité, peut-être du fait de leur hiérarchisation.

Il existe en effet plusieurs sortes d'associations culturelles : le club proprement dit, crée à l'initiative de travailleurs divers et généralement installé dans un local de fortune, où sont entreposés, en vrac, pak de bière, jeux d'échecs, coupes sportives, télé d'occasion, cartes postales ou photos yougoslaves, et l'inévitable portrait de Tito. Pour un club, le gros problème est celui de la salle : « Nous avons créé le club pour organiser des fêtes, pour s'amuser. Ici, ce n'est pas possible, il nous faudrait quelque chose de plus grand. Mais on n'a pas de quoi louer une salle. On est tous « gratuits » ici, on ne vient pas pour « la poche ». Quand on veut quelque chose, il faut qu'on se cotise. Les autres, ils organisent des activités pour « la poche ».

Les autres, c'est à dire les membres des trois ACA en France : les Associations Culturelles et Artistiques. A la différence des « Clubs Yougos ou les bénévoles sont tous sur un pied d'égalité, les ACA fonctionnent de façon organisées et hiérarchisées...

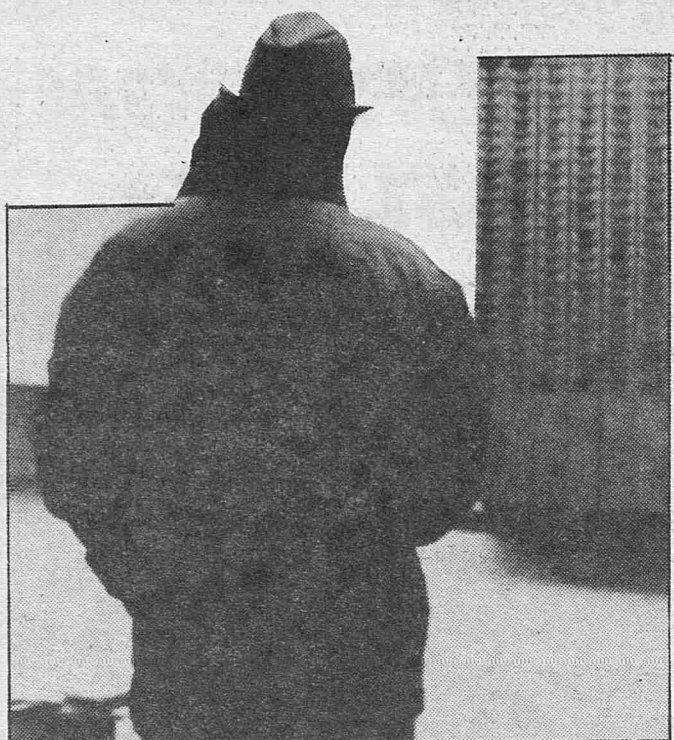
M.W.
A Suivre...



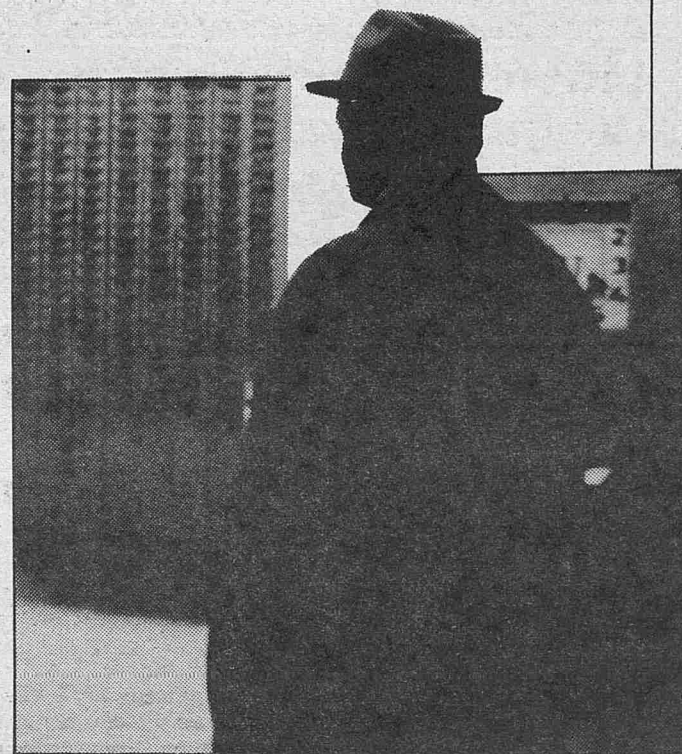
Tribune
libre

POUR UNE POLITIQUE GLOBALE DE L'IMMIGRATION

Par
Antonio
Perotti



Les réflexions qui suivent, voudraient suggérer quelques lignes d'orientation pour une analyse correcte de la situation actuelle de la population étrangère en France.



Il y a trois priorités qu'il faudrait respecter pour que l'analyse de la situation actuelle ne soit pas partielle et pour que la formulation des perspectives concernant la population immigrée ne soit pas profondément faussée :

1. la priorité de la *réalité sociale* sur le changement politique
2. la priorité de la *politique d'ensemble* sur la politique migratoire
3. la priorité de la *recherche des espaces sociaux* où intervenir après les améliorations introduites dans la politique migratoire sur l'analyse qui devraient faire l'objet d'une réflexion approfondie.

La première tendance est celle de privilégier dans l'analyse de la situation et des perspectives, les aspects politiques (les changements d'orientation idéologique intervenus du côté de la majorité) au lieu de donner la priorité à la *réalité sociale*, c'est à dire, aux transformations profondes intervenues, ces dernières années, du côté de la population étrangère et de ses rapports avec la population autochtone.

Le changement intervenu dans la philosophie sociale de l'équipe au pouvoir et dans la majorité parlementaire a une grande importance parce qu'il constitue la condition essentielle d'une nouvelle *volonté politique*, mais cette volonté n'aura d'efficacité que *seulement* par rapport à son degré de connaissance et de maîtrise de la *réalité sociale* : si on n'est pas conscient de la métamorphose intervenue dans la population étrangère, même les socialistes au pouvoir n'y pourront rien faire.

Dans ce cadre, un investissement dans la recherche et l'éclairage des problèmes est prioritaire pour saisir d'abord et pour prendre en compte, après, les nouvelles réalités de la population étrangère : une population désormais enracinée, à plusieurs niveaux,

dans la société française, démographiquement, économiquement et socialement très structurée et articulée (voir l'importance des nouvelles générations, la diffusion sectorielle dans les secteurs économiques et les secteurs de l'habitat) qui pose, désormais, ouvertement, la question des nouveaux rapports sociaux à établir, d'une nouvelle forme de vie sociale à construire ensemble (nouvelle pédagogie à l'école, nouvelle conception de l'habitat et de l'environnement, nouvelles formes de participation à la vie sociale et politique qui remettent en cause la vieille notion de « *citoyen* » et de « *national* », nouveaux rapports vis-à-vis des institutions religieuses et culturelles, etc.).

La deuxième tendance est celle qui - outre le fait de privilégier les données politiques par rapport aux données sociales - se limite, à l'intérieur de ces mêmes données politiques, à tenir compte seulement de la *politique migratoire*, c'est à dire, à se rapporter exclusivement à la nouvelle réglementation concernant directement les étrangers au lieu de faire l'analyse par rapport à l'ensemble de la politique nouvelle dans le cadre du « *changement de société* » que les socialistes se proposent graduellement de réaliser.

Or, bien que l'analyse politique et juridique des nouvelles mesures spécifiques puisse être très importante par rapport à certains problèmes urgents (voir les « *sans papiers* », les refoulements et les expulsions), il est encore plus important d'étendre l'analyse au-delà des mesures spécifiques concernant les immigrés, pour saisir les changements que la nouvelle politique dans son ensemble pourrait introduire ou entraîner dans la situation des étrangers en France (politique de l'éducation et de la culture, du logement social, de la santé, de la sécurité sociale, de la coopération et des rapports avec le Tiers-Monde, de la décentralisation et de la régionalisation, de la participation à la vie et la

avoir sur la condition de la population étrangère, une influence plus grande que toute la réglementation concernant l'entrée (contrôle aux frontières) et la sortie (refoulements et expulsions) des étrangers.

De même, la politique du logement, de la santé, de la culture, de la sécurité sociale.

La politique de coopération internationale et la nouvelle politique africaine du nouveau pouvoir pourraient infléchir positivement le rôle - et donc mieux déterminer la place - de la population étrangère dans la société française. Il est un fait que la situation des étrangers en France est, entre autres, le reflet de la situation de

l'analyse des mesures spécifiques de la politique migratoire, mais qui se limite à mettre en évidence les lacunes et les limites de la nouvelle réglementation. Cela au lieu de rechercher, à l'intérieur des améliorations certaines qui ont été acquises, les perspectives d'action pour créer des espaces sociaux où, surtout les nouvelles générations issues de l'immigration, puissent développer leur identité sociale et culturelle. (Voir, par exemple, les mesures prises en faveur de la stabilité du droit au séjour pour plusieurs catégories d'immigrés, notamment pour les jeunes, l'égalité entre étrangers et nationaux en ce qui concerne le droit associatif, l'assouplissement des conditions requises pour le regroupement familial, etc.).

Bien que certaines mesures appellent des réserves sérieuses et des critiques objectives à cause de leurs lacunes et de leurs limites (en particulier les mesures concernant la régularisation des « *Sans papiers* ») et que leur gravité ne puisse être sous-estimée (importance des fractions de populations touchées et des conséquences sociales prévisibles, permanence d'une importante population clandestine et aggravation de la situation des « *sans-papiers* » licenciés par leurs employeurs clandestins), il est nécessaire que la population étrangère - quatre millions de personnes - ne soit pas réduite à la condition des étrangers de passage, gérés uniquement par le ministère de l'Intérieur, à qui revient la réglementation des entrées et des sorties, mais que cette population stable soit assumée par une politique interministérielle, qui la considère comme une composante constitutive de la société capitaliste qu'est la France.

Antonio Perotti

*Directeur du CIEEM

Il y a trois priorités à respecter

gestion des collectivités locales, de la nationalisation de certains secteurs productifs à forte concentration d'étrangers, etc.).

Je pense, par exemple, que certaines mesures prises à l'intérieur du système éducatif, bien que visant l'école en général, peuvent

déséquilibrer et des rapports de forces entre pays au niveau international.

Quelles seront, par exemple, les répercussions de la décentralisation et du passage de plusieurs compétences de l'institution centralisée sur la population étrangère ? Les réflexions et l'expérience faites par les institutions centralisées par rapport à certains problèmes spécifiques de la population étrangère (par exemple, l'école) seront-elles réinvesties dans le cadre des autonomies locales ? Est-il certain que celles-ci seront automatiquement en conditions socio-politiques et techniques plus favorables pour prendre en compte les spécificités de la population étrangère ?

La troisième tendance est celle qui non seulement s'arrête à



Occupation, squatt, intervention de la police

CLASCH IN BARBES

La tension monte à nouveau dans le quartier de la Goutte-d'Or, dans le 18ème arrondissement à Paris.

Autrefois connues pour les « abattoirs » du plaisir tarifées, les joueurs de cartes dit « tchic-tchic » et les reventes à la sauvette de toutes sortes de marchandises, les rues de la Charbonnière, de la Goutte-d'Or, comme d'autres dans Barbès ont abrité depuis des hommes et des femmes d'un genre nouveau.

Parmi ces occupants « illicites » se trouvent des turcs travailleurs sans-papiers pour la plupart, sans logements et communistes de surcroît. L'immeuble, occupé par ces immigrés en mal de régularisation est sis au 12 rue de la Charbonnière, donc voisin du 14 où habitent tout aussi illégalement des français, des familles d'algériens et quelques turcs. Ajouter à cette population « étrangère » au quartier, un noyau des membres de l'organisation d'extrême-gauche, la mouvance dite « autonome », Action Directe, aujourd'hui dissoute. C'est leur présence dans les « squatts » de la Goutte d'Or, qui a donné cette tonalité politique qui pourrait surprendre ceux qui étaient au courant des occupations « illicites » premières, considérées comme « sociales ». A un problème tout à fait courant dans bien des arrondissements de Paris, mais la police a choisi de se manifester. Non pas par sa présence autrefois quasi-inévitable dans les rues.

La nuit du dimanche 17 janvier, a eu lieu dans les locaux de l'hôtel du 38 rue de la Goutte d'Or, une visite de reconnaissance qui montre à l'évidence que l'immeuble est habité, mieux, on y monte la garde, des matelas posés à même le sol à l'entrée le suggèrent.

A bien y regarder, on s'aperçoit qu'il n'y a pas toujours des images de mitraillettes sur les murs et encore moins une population -même marginale-

cours. Une turque enceinte de 5 mois aurait été piétinée sur le ventre et dirigée sur l'hôpital Lariboisière. Une française amie de passage au 28, elle aussi, enceinte de 6 mois, aurait subi le même sort puis transportée sur un hôpital



La liste des blessés et accidentés est suffisamment longue chez les turcs arrêtés avec Nathalie Ménigon, leurs amis Jean-François, Serge et Kadaf, restent toujours détenus.

Un quartier hautement symbolique du spectacle de l'immigration, hypersensible et vulnérable aux normes sans cesse en fluctuation de la légalité du pays d'accueil, se voit rejoint par des squatters tenus par la police pour des terroristes dissimulés, renaissant des cendres d'Action Directe.

Une conversation avec des agents civils me laisse entrevoir leurs interrogations sur la présence des militants d'Action Directe dans le quartier, et leurs liens avec les « Sans Papiers » turcs. La politisation des « squatts » de la Goutte d'Or et les affrontements revendiquant politiquement l'occupation et jetant des bases de relation avec la frange clando du prolétariat immigré. La provocation, s'il faut encore l'invoquer commence avec l'agression de dimanche par des inconnus. La

à Clamart. police parvenue sur les lieux arrête un turc, un autre se serait échappé. -surpris après fouille- en possession de 40 000 F en coupure de 500.

Tout ceci explique-t-il les brutalités du matin du mardi 19 janvier ?

En effet, la police est revenue perquisitionner ce mardi matin au 12 et 14 rue de la Charbonnière. Cette « simple perquisition » a tourné en affrontement. Venue avec un mandat du parquet pour une « perquisition » liée à l'arrestation de la veille, la police aurait subi une résistance assez forte des turcs. Au total, il y aurait eu 15 cars de police à la Goutte d'Or. La résistance des

turcs en elle-même aux forces de police n'est-elle pas une insolence, un acte d'insoumission, une transgression aux règles du consensus dans ce lieu ? La police dans son intervention agissait pour une enquête qui ne nécessitait pas l'impressionnant déploiement des forces de police du mardi matin. Les blessés de la police (Le Monde du 17 janvier) et ceux des squatters témoignent de la violence qui a eu

qui ont suivi, ont fait l'objet d'un communiqué du MRAP à l'AFP estimant que « ces événements reflètent la précarité que connaissent encore certains immigrés, désespérant de voir stabiliser leur situation administrative et leurs conditions de vie et d'habitat ». Les antécédents des membres d'A.D. et l'image du terroriste qui les suit pourrait expliquer les inquiétudes policières et le dérapage, l'escalade dans la violence des affrontements. La politique dans la Goutte d'Or, quartier toujours « en surveillance » -devient dangereuse dès que des hommes « connus » des services de police pour « terrorisme » pour violence politique apparaissent sur le terrain. Les images de bombages et autres graffitis évoquant « Le Grand Soir » et un Communisme résolument militariste achève de mobiliser l'attention. Pour Roullan il s'agit d'images et de mots « violents ». La police, elle doit penser à des messages dont l'application serait toujours imminente.

Blaise N'Jehoya



La mort de Farid Une contre-autopsie demandée par la famille

Arrêté le 23 décembre, Lahouari Ben Chelal est mort dans des circonstances non encore éclaircies en Finlande le 6 janvier dernier.

Les autorités finlandaises parlent de suicide. Une autopsie a du reste été pratiquée le 14 janvier en Finlande. Le corps de Farid est arrivé seulement le mardi 19 janvier au soir à Paris. Sa famille a demandé une contre-autopsie. De ce fait, nous ne pouvons pas donner une date précise pour l'enterrement, à l'heure où nous bouclons. Nous poursuivons par ailleurs les témoignages qui nous parviennent cette fois-ci de Grenoble.

Salut Farid,

Il fallait être fou de la vie comme toi pour nous sauter dessus dans un bistrot tout près de « Sans Frontière » et nous reconnaître parmi d'autres comme des copains à qui l'on peut exprimer sans façon ce que l'on ressent.

Salut Farid, tu voudrais à tout prix nous faire découvrir et partager ton quartier, ce restaurant sympathique à Barbès et les copains de Radio Soleil. Et nous nous sommes laissés conduire, te rendant la confiance que de prime abord, tu nous avais accordée. Tu étais pressé, tu voulais tout nous montrer en un soir, tout nous dire sur cet qui animait ta révolte, ton désir de nous faire comprendre ton ardeur à briser l'indifférence, le silence, l'individualisme. Nous, grenoblois paumés à Paris, mobilisés par l'amnésie des prisonniers politiques, nous t'avons aussi reconnu immédiatement comme un ami au contact direct, plein de chaleur, de rage de vivre, de maîtrise aussi, même si transpirait de tout ton être ton origine de « loubard immigré » ayant enduré toutes les exactions, toutes les brimades, toutes les provocations dont sont capables ceux qui t'entourent. Radical et déterminé tu l'étais, mais aussi mesuré et lucide, capable de ne pas céder aux provocations.

Tout cela, nous l'avons appris de toi en quelques heures, et nous l'avons reçu en toute simplicité comme venant d'un homme entièrement déterminé à lutter pour effacer ces années d'affront qui marquent inévitablement toute la jeunesse d'un opprimé, immigré, arabe de surcroît.

Nous, nous étions encore préoccupé par l'amnésie de Hamami, mais toi déjà tu avais d'autres perspectives de luttes, des idées plein la tête pour les taulards, pour les jeunes sans travail afin que s'atténue un peu ces inégalités criantes et ces discriminations quotidiennes dont sont victimes les jeunes, les arabes...

Tout cela nous revient en un éclair à l'annonce stupéfiante de ta mort.

On ne peut croire que tu aurais voulu en finir pour une simple petite histoire de fric ? C'est faux.

C'est évident que les flics finlandais t'ont tabassé à mort, t'ont assassiné quelque soit les circonstances de ta mort.

Nous ne sommes que quelques-uns ici à Grenoble à t'avoir connu, mais pour nous, ce genre de crapulerie qui coûte la vie aux plus déterminés d'entre-nous ne peut que nous donner la force d'essayer de reprendre le flambeau de ta lutte et de la faire partager au plus de monde possible.

Des amis grenoblois de Farid

Une commission d'enquête

Nous sommes un groupe d'amis à Grenoble, qui avons connu Farid. Sa mort soudaine dans une prison, Finlandaise nous rappelle trop les morts suspectes de travailleurs immigrés, de jeunes Algériens, que nous avons toujours dénoncé en France.

Mais, elle nous rappelle aussi la manière dont on a exécuté les militants politiques dans tous les commissariats du monde. C'est de cette façon qu'est mort Baader dans une prison allemande. Les fait reprochés à Farid ne devaient en aucune façon entraîner sa mort.

Farid est-il mort d'être Arabe ou d'être un militant politique ? Il y a tout lieu de penser qu'il s'agit d'un crime raciste et d'une pratique policière fasciste.

La connivence des polices n'est pas que politique, elle est aussi idéologique. Personne ne doit se taire devant cet acte criminel, c'est pour ces raisons que nous exigeons une commission d'enquête, que le gouvernement exige toute la vérité, qu'il ne passe pas sous silence la mort d'un ressortissant français pour des raisons obscures de politique internationale.

Des amis grenoblois de Farid
Jacques, Philippe, Claire, Martine, Michel, Monique.



L'ASSOCIATION DES JEUNES JURISTES AFRICAINS EN CAMPAGNE

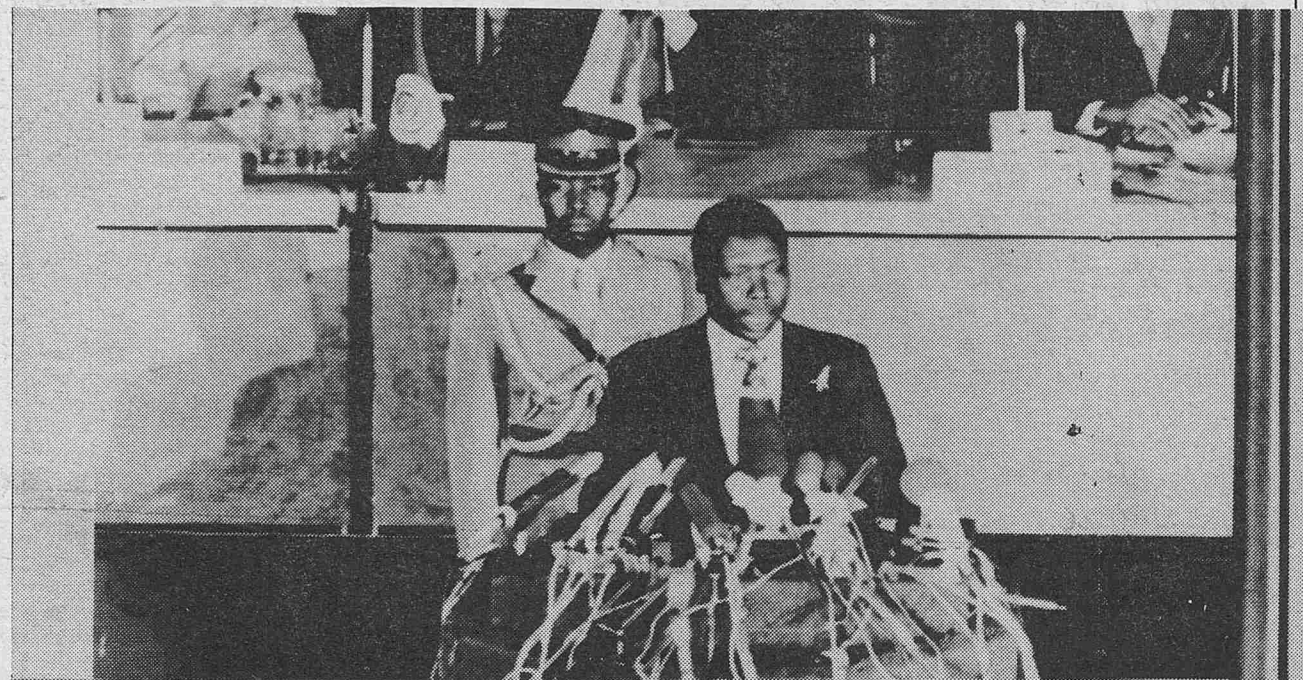
La charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée par le dernier sommet de l'OUA n'est pas encore ratifiée par les Etats membres de l'organisation panafricaine.

L'Association des Jeunes Juristes Africains voudrait faire de l'année 1982 l'année de la ratification de cette charte, et mène une campagne à cet effet

C'est en juin dernier que les chefs d'Etats africains, réunis à Nairobi pour le sommet de l'OUA, adoptaient à l'unanimité, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. C'était là l'aboutissement d'un long processus que les enfants massacrés, à Bangui ou ailleurs avaient payé de leurs vies, une victoire de tous ceux et celles qui depuis des années défendaient leurs droits bafoués. Cet événement passa presque inaperçu, relégué au second plan par les grandes affaires qui secouaient le continent. (Tchad, Sahara...). L'opinion africaine subissait le double joug de la peur et de l'ignorance, gouvernée par des régimes qui violent quotidiennement des droits dont ils sont censés être les gardiens, ne s'est pas sentie concernée par ce texte, alors que l'on entendait dire ici et là que cette charte n'est « qu'un papier de plus, destiné à la poubelle ».

L'Association des Jeunes Juristes Africains, AJJA, ne l'entend pas de cette oreille, et veut mener tout au long de l'année, qui commence une campagne d'information pour demander aux Etats membres de l'OUA de ratifier la charte adoptée en juin dernier, ce qu'aucun gouvernement n'a encore fait à ce jour ; c'est le sens de la lettre envoyée la semaine dernière au président Kenyan Daniel Arap Moi, président en exercice de l'OUA, que nous publions en encadré. Importante campagne, car seule la ratification de la charte lui donnera une valeur juridique sur le plan national de chaque pays, et permettra en principe, à chaque citoyen africain de s'appuyer sur ce document pour s'opposer aux violations des droits de l'homme.

Cette action de l'AJJA, en faveur des libertés, n'est pas la première ; en juin dernier, elle organisait à Paris, avec la collaboration de la division des droits de l'homme de l'UNESCO, un colloque inter-



national sur ce thème. D'une manière générale, l'association intervient publiquement pour protester contre les violations des droits et des libertés fondamentales, on essaye « dans le respect de la palabre africaine, de multiplier les recours gracieux près des responsables africains, pour que lesdites violations soient rapportées ».

Toutes ces actions constituent le premier volet du travail de l'AJJA, jeune association née à Paris, en novembre 1979 à l'initiative de chercheurs et d'étudiants africains en France. Ouverte à tout ressortissant africain, pourvu qu'il ait une formation juridique, elle se propose de participer à la

promotion des droits de l'homme en Afrique et au développement de la recherche et de la vulgarisation d'un droit adapté aux réalités africaines. L'AJJA veut donc s'attaquer à cette dualité juridique qui caractérise tous les pays d'Afrique, où des droits d'inspiration occidentale, avaient été transposés d'autorité sans tenir compte des réalités locales, produisant des phénomènes d'acculturation juridique ».

Pour mener à bien ce travail de recherche, l'AJJA a deux séries de publication : une collection intitulée

« travaux de l'AJJA », et une revue trimestrielle pluridisciplinaire : « Droit Africain » dont le deuxième numéro vient de paraître.

Khammar El Yazami

AJJA : 12, place du Panthéon, 75231 Cedex 005

Droit Africain, même adresse, 20 FF le numéro, la revue est en vente aux librairies Présence Africaine, PUF, FNAC, et dans toutes les librairies de droit du quartier latin à Paris.

Lettre ouverte au Président de l'OUA

Monsieur le Président,

L'Association des Jeunes Juristes Africains (A.J.J.A.F.) a pour vocation de participer au développement de la recherche et à la vulgarisation d'un Droit adapté aux réalités africaines ; à la sauvegarde des droits et libertés tant individuels que collectifs en Afrique.

C'est pourquoi, elle avait accueilli en son temps avec beaucoup d'espoir le Projet de Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Tant et si bien que la discussion de cette Charte fut au centre des débats de la Rencontre Internationale que l'A.J.J.A.F. organise à l'U.N.E.S.C.O. à Paris le 5 et 6 juin 1981.

Que la Charte ait été adoptée à l'unanimité par les Chefs d'Etat présents au dernier sommet de l'O.U.A. à Nairobi ne pouvait être pour nous qu'un motif supplémentaire de satisfaction. Cette volonté clairement exprimée par les Chefs d'Etat, de se doter d'un instrument juridique, à caractère international, sur la protection des Droits de l'Homme et des Peuples nous semblait marquer un tournant.

Nous avions espoir que désormais les problèmes des Droits de l'Homme et des Peuples, longtemps absents des grands débats interafricains, auraient désormais droit de cité ; mais bien plus, grâce à la volonté des Chefs d'Etat africains, tout citoyen pourrait invoquer les dispositions de ladite Charte. Pour cela, nous avions bon espoir que le puissant mouvement qui avait abouti à l'adoption de la Charte devait en faciliter la ratification.

Quelle n'est pas notre déception de constater que non seulement les Etats tardent à ratifier la Charte, mais pire encore, tout porte à croire qu'une chape de silence se referme progressivement sur ce puits d'indifférence dans lequel la Charte semble être déposée.

Nous pensons que tout doit être fait pour que la Charte soit ratifiée pas tous les Etats, et le plus rapidement possible. Nous pensons également que rien ne s'oppose à ce qu'une Charte adoptée à l'unanimité puisse être ratifiée avec toute la célérité raisonnable. Nous ne comprenons pas que les Etats, après avoir adopté une telle Charte, n'aient pas eux-mêmes, à l'instigation de l'O.U.A., développé

toute la campagne de vulgarisation que mérite un tel instrument.

C'est pourquoi, l'Association des Jeunes Juristes Africains, pour qui le respect des Droits de l'Homme et des Peuples est une condition essentielle à l'avènement d'une société de paix et d'équilibre, fondement de tout développement, demande instamment à Son Excellence M. Arap Moi, Président en Exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine, d'user de tout son prestige pour que l'année 1982 soit l'année de ratification de la Charte.

L'Association des Jeunes Juristes Africains est prête à mettre tous les moyens humains dont elle dispose pour faciliter la réalisation d'une telle entreprise.

Qu'il nous soit permis, au seuil de l'année 1982, de former le vœu que celle-ci soit de paix et de tranquillité pour les femmes et hommes touchés dans leur droit d'être, qui souhaitent l'avènement d'une Afrique toujours plus tolérante.

Dans cette perspective, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre très haute considération.

Pour le Bureau
le Secrétaire Général
B. Ngom

Chant du disparu

Dans une fosse commune
des étoiles foetus
la nuit a fait fausse couche
le soleil pris de sueurs froides
s'en va

à la recherche de continents nouveaux
la lune forcée au deuil
assiste impuissante à son éclipse
la nuit contre nature commençait

Des murs épais doublés d'humidité
des barreaux amas de rouille sur les yeux
des geoliers fouets en perpétuel mouvement
des repas assaisonnés de solitude et d'angoisse
le goût de la parole objet de désir frénétique
le jour notion préhistorique
la souffreuse ombre de mon corps
c'est ma sous existence

Je suis désir étalé sur désir
le désir couches superposées
le désir de parler de lire de crier
de rire de voir de marcher
d'aimer de fumer d'écrire
de faire mes besoins quand ça me plairait

Souvenez vous de moi
j'ai existé un jour
la terre porte sur son corps l'empreinte de mes pieds
le vent se rappelle le son de ma voix
une femme a frémie sous mes caresses
la lune m'a donné l'acolade
le soleil m'a fait cligner des yeux
un bébé s'est mouillé dans mes bras
souvenez vous de moi
j'existe encore

S.M

Ce poème dédié à Amnesty International, à l'occasion de sa campagne sur les disparus, nous est parvenue d'une prison d'Afrique.

Les événements de l'année 81 au Proche-Orient :

LE RETOUR DE L'ARABIE SAOUDITE.

Le 14 décembre 1981, Menahem Begin annexe le Golan. Un an et demi plus tôt, le parlement israélien (30 juillet 80) vote l'annexion de Jérusalem et proclame la ville ainsi unifiée, capitale de l'Etat Hébreu. Entre ces deux dates le Proche-Orient en ébullition permanente va connaître une transformation des données politiques. Principalement, c'est le retour de l'Arabie Saoudite aux premières lignes du monde.



L'éclipse de son rôle de locomotive de la diplomatie arabe, avait atteint son apogée après l'occupation de la grande Mosquée de la Mecque en novembre 1979. Après l'occupation des lieux de la scène arabe par les accords de Camp David et l'opposition qu'ils ont suscitée, l'Arabie Saoudite a commencé de restaurer sa traditionnelle autorité religieuse et pétrolière à Taef. Le 29 janvier 1981, trente huit dirigeants musulmans se réunissent donc à Taef pour un troisième sommet islamique et proclament la « guerre sainte » contre Israël, pour la libération de Jérusalem et des autres territoires occupés. Ces premiers pas renouveau du leadership saoudien ne sont pas étrangers à la situation d'affaiblissement des prétendants au titre de « gendarme du Golfe » depuis la chute du Chah et son départ d'Iran en janvier 1979.

D'une part l'Irak premier prétendant au titre s'est vu rapidement entraîné dans une aventure militaire qui a gelé tous les projets politiques de Saddam Hussein et a embourbé le Baas irakien dans un conflit interminable avec l'Iran. D'autre part, la Syrie, malgré la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Union Soviétique, continue d'être tributaire de l'Arabie Saoudite et des états pétroliers en ce qui concerne son engagement au Liban sous la forme d'une Force Arabe de Dissuasion. Par ailleurs, la situation intérieure n'est guère brillante, malgré une lutte impitoyable contre les frères musulmans : chaque fois qu'il leur porte un grand coup, le président Assad se voit à nouveau remis en difficulté par un attentat contre des lieux publics, contre des notables du régime baasiste ou des experts soviétiques.

Tout cela nous mène en avril avec la reprise des combats au Liban entre les troupes syriennes de la FAD et les frocs du Front Libanais (phalangistes) autour d'une ville stratégiquement importante pour tout le monde. Située au centre de la plaine de la Bekaa, au flanc de la montagne libanaise, la ville de Zahlé à majorité chrétienne est reliée par une route de montagne permettant son approvisionnement en armes et munitions au reste du « pays chrétien ». Pour la Syrie,

cette ville se trouve sur l'axe routier Beyrouth Damas, et il est indispensable de la contrôler. Enfin et c'est là qu'interviennent les israéliens : le contrôle de Zahlé par les syriens est une menace pour la Sécurité d'Israël (?).

Ce conflit syro-libanais va s'étendre sur une période allant du 2 avril au 24 juillet. Il va se transformer progressivement en un conflit syro-palestino-israélien. L'installation par les syriens de missiles de fabrication soviétique (SAM 2; SAM 6) va amener la situation à un point de rupture. La crise sera désamorcée grâce à l'intervention des saoudiens qui vont exercer des pressions financières sur la Syrie afin que la mission de l'envoyé spécial de Reagan puisse aboutir à la « cessation de toute activités militaires contre les territoires israéliens et libanais ».

fois en mars des équipements accroissant la capacité offensive des avions F15 en possession des saoudiens. Dans un second temps, à vendre cinq avions radars AWACS à Ryad toujours en dépit des oppositions virulentes de l'état hébreu. A l'occasion on a chaque fois reparlé de « crise grave » dans les relations israélo-US, et chaque fois les relations n'en sortaient que renforcées. Il y a là un paradoxe qui fait que les alliés des USA dans la région ne sont pas nécessairement officiellement alliés entre eux sur le terrain.

Au-delà du redéploiement diplomatique des états policiers, et au cours de la période de la crise des missiles, l'aviation israélienne attaque et détruit le centre de recherche nucléaire irakien de Tammuz. Réactions internationales unanimes pour condam-

ner qu'ils menaient de le faire, les israéliens ont pu voir le 14 décembre, chevauchant sa chaise roulante (à cause d'une fracture du col du fémur) Begin faire une entrée fracassante à la Knesset. Surprenant même les travaillistes, il réussit à faire voter par son parlement l'intégration du Golan à « Eretz Israel ».

Pour mesurer la portée de cette annexion, il faut revenir quelques mois en arrière. Le 6 octobre restera une date dans l'histoire du Proche-Orient. Marqué d'une pierre noire ou d'une pierre blanche, l'assassinat de Sadate, de la bouche même de diplomates français et américains, débloque l'impasse des négociations. Le plan de paix saoudien en huit points définis par le prince Fahd (août) prévoit « la création d'un état palestinien » ainsi que « la recon-

ciliation, la tournée du président syrien Assad dans les pays du Golfe à la suite de laquelle les relations entre l'Arabie Saoudite et la Syrie prennent la tournure d'une réconciliation sur la base du plan FAhd ou en tout cas sur la possibilité d'en discuter. La relance d'un sommet suite à Fès est d'ailleurs prévue.

Par ailleurs la reprise des relations diplomatiques entre la Libye et les Saoudiens après la rupture en 1980 amène Ryad après la signature d'un accord frontalier avec l'Irak à travailler à la réconciliation Irak-Libye. Enfin la Syrie pourrait bien de son côté, envisager une tentative d'instauration du dialogue entre l'Irak et l'Iran.

Ainsi tous les pays arabes sous la houlette de l'Arabie Saoudite, tentent de mettre en sourdine leur querelle fratricide afin de resserrer les rangs face à Israël.

Il reste les deux affaires lancinantes : le Liban et les palestiniens. De leur côté, les libanais dont le sort continue d'être lié aux diverses solutions changeantes du conflit israélo-arabe se préparent à affronter la dure épreuve des prochaines élections présidentielles. Quant aux palestiniens, bravant sans cesse les tentatives de mise sous tutelle, ils continuent de construire pierre par pierre l'édifice diplomatique de la reconnaissance de l'OLP par les pays occidentaux.

Le monde arabe en ce début d'année, avec la brèche ouverte par le Golan se trouve devant des choix diplomatiques difficiles. D'une part celui de la guerre, qui pourrait bien mener à la signature d'accords avec l'URSS pour contrecarrer l'accord stratégique Israélo-US, d'autre part une stratégie pacifiste qui consiste à répondre à l'expansionnisme israélien par un plan de paix arabe unitaire. Entre ces deux voies, et si l'on considère la question du Golan comme une tentative israélienne d'amener la Syrie à la négociation comme il en a été pour l'Egypte, cette même question pourrait bien en définitif être une nouvelle base pour la paix ou alors l'étincelle d'une nouvelle déflagration au Proche-Orient.

Alain Chémali

Dans la série « l'horreur au programme » : Tammouz

Au cours de cette mini-guerre israélo-arabe, les activités diplomatiques vont s'élargir et englober un champ plus vaste. Elles vont, au niveau régional, donner naissance au Conseil de Coopération du Golfe. C'est au cours d'un sommet qui s'est tenu à Abou Dhabi le 26 mai que ce conseil a vu le jour. Il regroupe en son sein l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahrein, Qatar, les émirats Arabes Unis et l'émirat d'Oman. Sous le flambeau des saoudiens, les pays pétroliers se regroupent en une coalition qui outre qu'elle est censée développer et resserrer les liens entre les différents pays participants, réaffirme « la nécessité de maintenir la région toute entière à l'écart des conflits internationaux ».

Il est à souligner que ce conseil jette des bases solides à la future initiative du prince Fahd et qu'elle constitue un bloc inébranlable face au danger soviétique contre lequel Reagan n'a cessé de mettre en garde la région. Les USA d'ailleurs, face à ce danger, et malgré les protestations israéliennes n'ont pas hésité à livrer une première

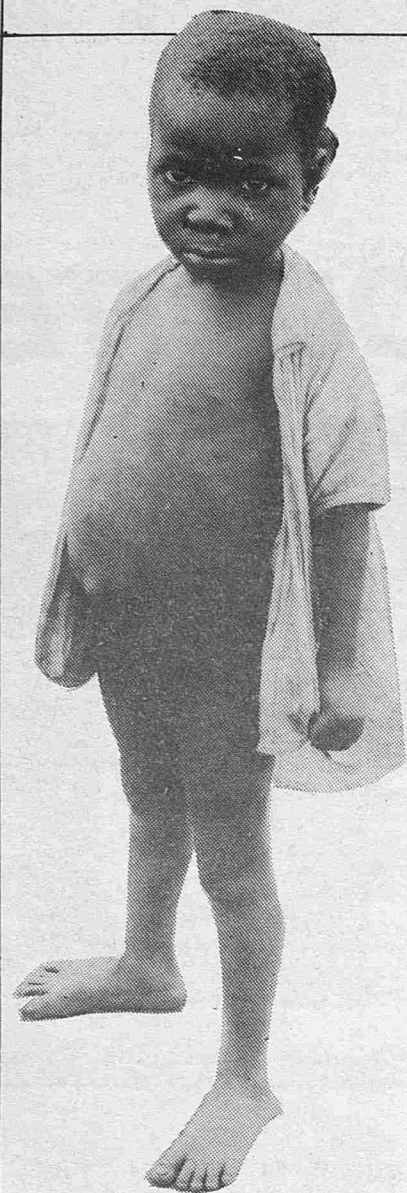
ner le nouvel acte de piraterie israélien, première réaction irakienne enregistrée, « Israël ne parviendra pas à freiner notre développement technologique ». Nous sommes loin des déclarations belliqueuses de la période du « Refus et de la confrontation ». Dans la série « l'horreur au programme », l'aviation israélienne, après avoir survolé le territoire saoudien pour frapper l'Irak, cette fois-ci vient bombarder le cœur de Beyrouth. Dans le cadre de la guerre contre les palestiniens, ce raid visant soi-disant des positions stratégiques dans la capitale libanaise fera dans un quartier populaire surpeuplé 166 morts et 586 blessés. Après les traditionnelles condamnations verbales, l'Arabie Saoudite envoie quelques dizaines de millions de dollars à la résistance palestinienne pour panser ses blessures et s'en tenir au strict cessez-le-feu. L'heure est donc à la parole, à la finance, à la protection contre le danger soviétique, même si le plus imminent est l'israélien.

Dernière piraterie en date, l'annexion du Golan. Depuis plusieurs

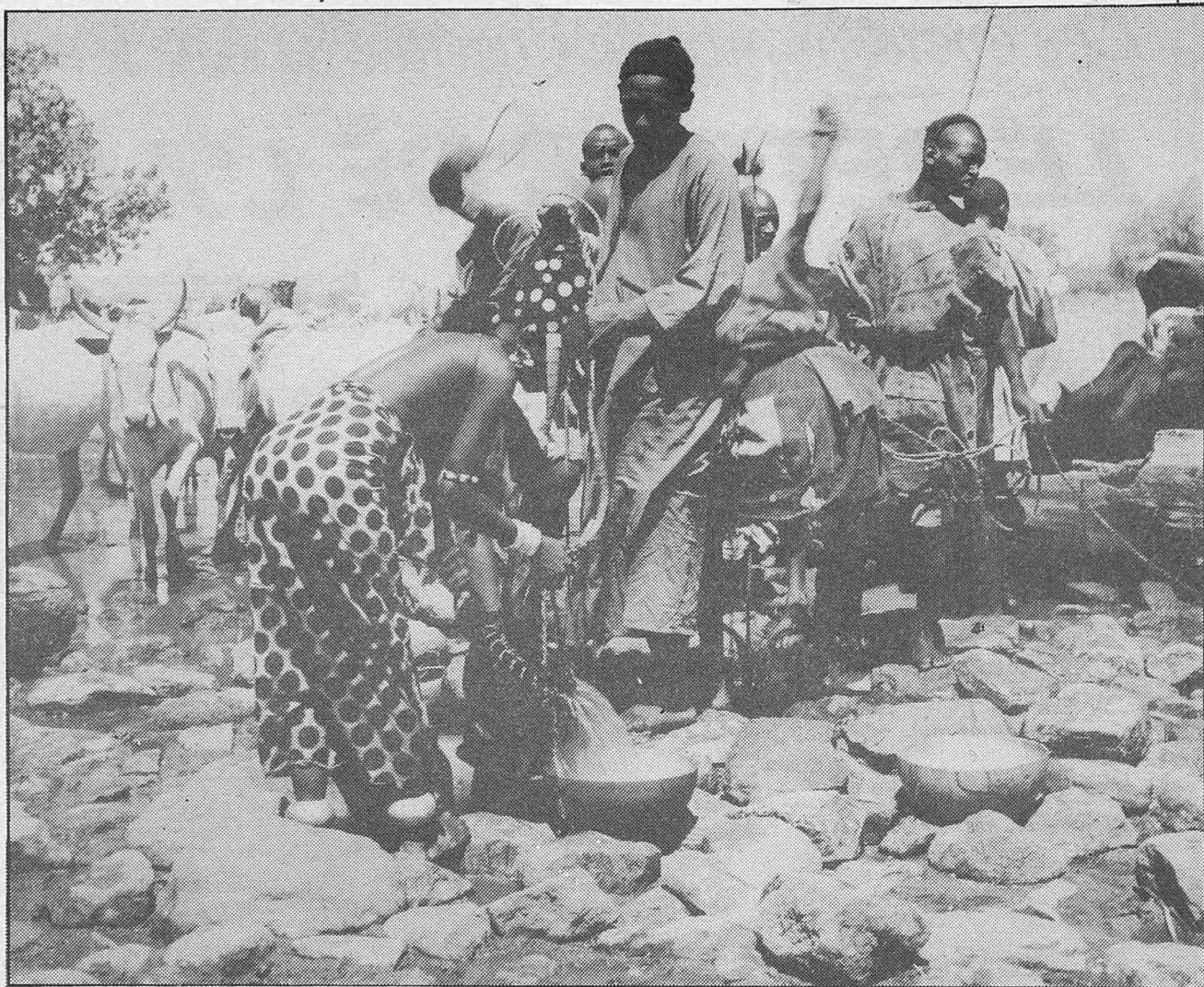
naissance du droit de tous les états de la région à vivre en paix ». Ce plan, véritable bombe diplomatique puisqu'il porte en filigrane la reconnaissance de l'état d'Israël apparaît désormais comme une rechange à la négociation qui semblait être morte avec le Raïs.

Le 25 Novembre, sur la base du plan Fahd, le douzième sommet arabe se réunit à Fès, au Maroc. Les défections de certains chefs d'état ont permis au roi Hassan II de suspendre le sommet et d'opérer une rapide réanimation du Plan touché à mort par le refus des libyens, des syriens et des palestiniens. C'est évidemment ce moment que choisit Israël pour annexer le Golan. Cette annexion va constituer le détonateur qui va faire exploser les relations interarabes et les restructurer en une nouvelle donne. Le prince Fahd et son plan font figure de ciment d'une nouvelle unité qui reste malgré tout entachée de l'artifice des unités classiques : les pays arabes rassemblés par-delà leurs divergences face à l'ennemi commun.

Premier signe de cette recon-



Bamako, 24 décembre. Huit heures. La gare grouille de voyageurs venus plus de deux heures avant l'heure dans l'espoir d'une place assise dans le train de Kayes. Le chant des aveugles mendiants guidés par des enfants s'enfle et s'étire.



Le Mali dans l'impossibilité de se nourrir

UN PAYS EN DECOMPOSITION

Dans la ville, ils sont des centaines, jeunes et vieillards, lépreux, victimes de « l'onchocercose » (la maladie des rivières qui rend aveugles). Dans certains villages le long du Niger, ils sont nombreux à déambuler en longues files précédées par un enfant.

Des jeunes polios aux corps complètement déformés se déplacent, se traînent à quatre pattes dans la rue. Le centre des handicapés de Bamako comporte huit classes de quinze personnes. Dérisoire.

Mali. Ancien empire florissant. Aujourd'hui, un des pays les plus pauvres du monde... et pourtant, les grosses cylindrées embouteillent le centre-ville (Peugeot, Mercedes, Datsun). La poste centrale de Bamako n'est pas en mesure de payer les mandats et les chèques faute de liquidités. Un état en faillite. Pourtant, de hauts fonctionnaires et des gros commerçants se font construire d'opulentes villas qu'ils louent pour 3 000 à 5 000 FF par mois aux riches coopérants blancs.

« Au Mali le problème n'est plus de savoir s'il faut ou non manger pour vivre », nous souffle un fonctionnaire qui n'a pas été payé depuis 3 mois ; « Ici, nous vivons pour manger ». Toute l'énergie des Bamakois n'a qu'un but : « trouver trois sous pour acheter du mil, du riz, de quoi faire une sauce ».

Un kilo de sucre coûte 7 FF, un sac de riz de 100 kilos 350 FF, cela suffit rarement pour nourrir une famille de 10 à 15 personnes. Le SMIG est à 170 FF mais il faut un minimum de 500 FF par mois pour nourrir une famille, et il est plus fréquent qu'une seule personne doive nourrir une famille élargie, d'où la floraison d'une

multitude d'activités bidon (rabatteurs de clients pour les taxis-brousse, porteurs sur les marchés). Et l'on s'improvise vendeur de n'importe quoi : coca, fanta, savons, lampes électriques, emballages plastiques, un guide touristique, le dernier n° de « Jeune Afrique », 3 oranges, 15 arachides grillées, 2 cartes postales. Des centaines d'enfants, d'adultes sillonnent la ville dans l'espoir de clients. La situation est si désastreuse qu'un grand nombre de cadres s'expatrient dans les pays avoisinants.

« Il n'y a pas de travail, pas de crédits de fonctionnement » nous

sidérable. Le Mali a toujours été le grenier de l'Afrique de l'Ouest. C'est dans les compétences des dirigeants et la désorganisation consécutive de l'économie, qu'il faut chercher les causes des difficultés alimentaires du Mali, tout autant que dans la longue succession d'années de sécheresse.

Les Maliens peuvent tous raconter, les scandales qui défraient régulièrement la chronique. Les millions de francs détournés par tel PDG ou tel ministre, la corruption à tous les niveaux de l'administration.

A tel point que de nombreux

neuve en quelques mois » nous a-t-on affirmé.

Un jeune lycéen me confie à Kayes : « Le pire c'est que la frustration est telle que la plupart de ceux qui critiquent la corruption en feraient autant s'ils en avaient la possibilité. » Dans un message de fin d'année, le gouvernement a bien fustigé la corruption, qualifiée de véritable « fléau national ». Mais quelles mesures concrètes a-t-il pris pour y mettre fin ? Il est fréquent que les personnalités impliquées dans les scandales conservent les sommes détournées et parfois même leur poste après quelques mois de prison.

C'est pour lutter contre ce fléau que des groupes d'anciens émigrés (après avoir passé en moyenne 7 à 10 années en France), ont décidé de rentrer au pays et d'y installer des coopératives de production agricole.

« Nous voulions en finir avec l'émigration et montrer par un exemple concret aux jeunes candidats à l'émigration et à l'exode rural qu'on peut subvenir à ses besoins au pays avec de la volonté et une forte motivation ».

C'est un véritable village de pionniers qu'ils ont construit le long du fleuve Sénégal. En quelques mois, 15 Maisons sont construites. Puis 20 hectares sont défrichés, dont quatre sont équipés pour la culture irriguée par le creusement d'un réseau de canaux.

Ils obtiennent d'organismes français des subventions pour l'achat d'un groupe motopompe, des charrues, de deux paires de boeufs.

Sur les quatre hectares irrigués, ils produisent abondamment tomates, gombos, piments, oignons, salades, patates douces vendus directement par eux au marché de Kayes.

Le président de la coopérative : « la première étape, celle de notre installation a été gagnée. Le message est passé et l'exemple suivi : deux autres groupes d'immigrés sont rentrés et ont démarré la production. Cependant la bataille économique n'est pas facile à gagner. La sécheresse a considérablement gêné leurs premières années. Et on ne s'improvise pas paysan, surtout pour la culture irriguée. Une solide formation des candidats au retour, en Afrique même, apparaît indispensable. Les membres de la coopérative se

Un espoir : l'organisation des paysans

déclare un jeune fonctionnaire diplômé de sciences sociales depuis peu de France. C'est si démoralisant que je ne vois guère d'autre solution que de partir vers un autre état d'Afrique. A l'exode des cadres s'ajoute celui des jeunes des campagnes. « Il faut à tout prix stopper l'exode rural », nous confie un enseignant français. « Les villes se gonflent démesurément. Bamako approche le demi-million d'habitants ».

L'erreur des autorités est d'y avoir concentré 90 % des activités industrielles du Mali ; la ville continue d'être un véritable miroir aux allouettes pour les jeunes ruraux qui rêvent d'une vie moins dure qu'à la campagne.

Le Mali dans l'impossibilité de se nourrir ? C'est une absurdité, ce pays a un potentiel agricole con-

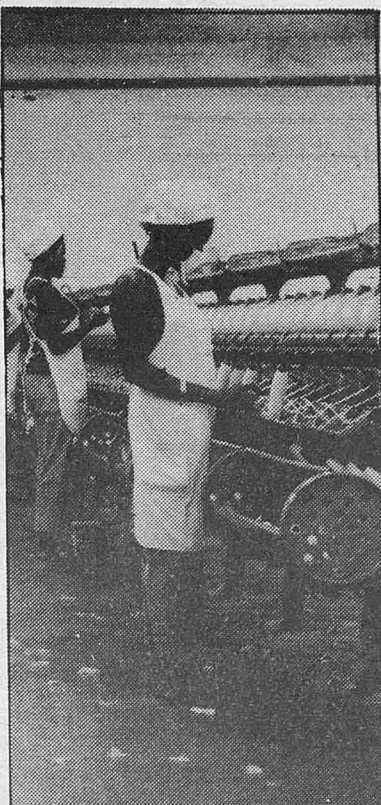
organismes financeurs de projet de développement se font tirer l'oreille pour financer des opérations au Mali ; une trop grande quantité de fonds, trop de céréales ne sont jamais parvenus à leurs destinataires et ont engraisé ministres et gros commerçants.

La traversée du Mali en taxi de brousse constitue en elle-même un véritable racket : policiers, gendarmes, et surtout douaniers prélèvent sur chaque véhicule une taxe fixée à la tête du client et sans l'acquiescement de laquelle le véhicule ne peut poursuivre son chemin.

Lorsqu'on sait qu'il y a des contrôles de ce type à l'entrée et à la sortie de chaque gros village, on peut se faire une idée des revenus des douaniers. « Un douanier bien placé peut s'offrir une voiture

La région de Kayes à l'ouest du pays : ici pas de coton, peu de troupeaux. Depuis 10 ans, les récoltes de mil ont été très faibles, sauf la dernière. L'émigration vers la France reste la solution de dernier recours pour nombre de jeunes dont les familles ont connu la disette. C'est là que débute « Bako, l'autre rive » l'histoire mille fois répétée du paysan malien en route vers la France. Ils sont paraît-il près de 100 000 qui travaillent « à la mairie de Paris » (c'est moins humiliant que de dire « éboueur », le voyageur français se voit maintes fois demander son adresse par des jeunes qui cherchent à partir.

Privée de ses forces vives, la région végète, les femmes et les personnes âgées assurant l'essentiel de la production. On reste suspendu aux mandats de France.



UN PAYS EN DECOMPOSITION...

situent encore au stade expérimental. « Pas question d'appeler massivement au retour tant qu'une infrastructure n'est pas créée pour l'attribution des terres, la formation agricole et la commercialisation des produits »

« Les choses sont loin d'être faciles. Anciens ouvriers, nous avons maintenu le rythme de travail de 40 heures par semaine.

C'est dur et il y a eu plusieurs démissions. Mais le plus difficile est passé. Maintenant on devrait s'en sortir ».

Solides et déterminés, ces paysans ne rêvent pas. Ils savent qu'il faut persévérer. Le revenu par famille à la coopérative est encore faible mais il est déjà supérieur à celui de nombreux paysans africains. La culture irriguée, sous le contrôle total des paysans, représente vraiment la voie du salut pour la région.

Déjà, une quinzaine de groupements villageois pratiquant l'immigration et le maraîchage ont décidé de coordonner leurs efforts pour mieux planifier la production des différents périmètres et éviter la surproduction. Ils vendent tous leur production dans la région à un prix commun à tous les villages.

Le comité de coordination, structure dynamique entièrement contrôlée par les paysans, espère faire entendre sa voix sur tous les projets d'aménagement de la région. Il travaille actuellement à l'élaboration d'une stratégie de développement intégré qui permet le contrôle paysans sur le transport, la commercialisation et la transformation des produits de la région.

Dans la région de Sikasso, productrice importante de coton, des groupements villageois ont décidé de s'organiser pour lutter contre les détournements opérés par les agents de la CMDT (la compagnie nationale malienne qui rachète le coton aux paysans), falsification de documents de pesée, fraudes sur les remboursements exigés du Crédit Agricole.

Seize associations villageoises se sont créées en 1975 : elles mettent en place une planification : recensement des besoins en moyenne de production (semences, engrais, insecticides, matériel agricole, organisation de la réception, du stockage et de la distribution des moyens de production, établissement d'un planning de remboursement des prêts au Crédit Agricole, enfin contrôle de la commercialisation.

Correspondance
J. Marchand

Le Tchad entre les factions et l'OUA

MAIS D'OU VIENT LE DANGER ?

Depuis le retrait des troupes lybiennes du Tchad en novembre dernier, les forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré ont profité du vide ainsi créé pour étendre leur emprise sur l'est du pays. Pendant ce temps, les forces interafricaines (FIA), composées exclusivement par des contingents militaires des pays acquis aux occidentaux, se croisent les bras conformément aux directives que le Secrétaire Général de l'OUA, M. Edem Kodjo, a su imposer par des manoeuvres juridiques.

Décidément, ce n'est pas demain la veille que les Tchadiens connaîtront la paix. A l'est comme au nord du Tchad, la guerre a redoublé d'intensité. Avec son cortège de morts enterrés anonymement chaque jour, ou simplement abandonné aux vautours, son lot de réfugiés qui iront encore grossir les bourgades déjà surpeuplées des pays voisins. Sacré Tchad : un pays qui se déchire depuis plus d'une décennie, faisant ainsi le bonheur des vendeurs d'armes et des trafiquants de tout poil.

Certes, dans tout le sud y compris le centre du pays, les armes ne se font pas encore entendre. La paix instaurée par les troupes du colonel Kadhafi, il y a un an, en particulier à Djaména, est toujours actuelle. Aussi la capitale tchadienne ainsi que les autres localités, qui voient revenir petit à petit une partie de ces anciens occupants, donnent-elles l'impression d'un retour progressif à une vie proche de la normale. Mais pour combien de temps ?

L'armée nationale intégrée que le gouvernement d'union nationale (GUNT) avait pour mission de créer n'existe toujours qu'au niveau des seules intentions, et aucune force ne semble en mesure de s'opposer efficacement à l'avance des FAN vers Djaména. Les forces de Hissène Habré qui occupent l'est du pays depuis le retrait libyen poursuivent en effet leur progression et procèdent déjà à des infiltrations dans les régions d'Ati et de Mongo. Deux localités situées à 400 km environ de Djaména. Par ailleurs, selon radio-Tripoli, la ville de Faya-Largeau, véritable verrou stratégique qui permet à qui le détient le contrôle de toute la partie nord du pays, serait tombée aux mains des FAN dans la journée du 14 janvier.

Il n'est donc pas impossible, comme le font remarquer divers observateurs, que certains éléments avancés des forces armées du nord arrivent d'ici quelques semaines à proximité de Djaména. Or aucun dispositif de sécurité ne protège la capitale tchadienne et les FAN pourraient bien profiter de cette lacune pour entreprendre des actions de harcèlement contre les forces désorganisées du GUNT. Une telle évolution de la situation militaire risque d'avoir un effet désastreux sur le moral d'une population traumatisée par des années de guerre fratricide, et sur

un gouvernement de transition livré à lui-même et en proie à des dissensions internes depuis le fameux conseil extraordinaire des ministres au cours duquel une faible majorité s'est prononcée pour le départ des libyens. Cela, sous la pression conjuguée de la France socialiste, des Etats-Unis, et de divers pays africains comme le Nigéria, le Cameroun, le Gabon, le Sénégal et le Zaïre.

Les récents développements de la situation tchadienne placent aujourd'hui tous ces pays qui n'ont

nement français qui a servi de locomotive dans cette affaire.

Or, en se servant de l'organisation de l'unité Africaine (OUA) comme paravent pour rétablir son influence au Tchad, le gouvernement français ne semble pas avoir mesuré suffisamment les contradictions qui minent cette

organisation. Pis : on peut se demander si le gouvernement français n'a pas sousestimé les capacités de réactions de Hissène Habré et les complicités dont il

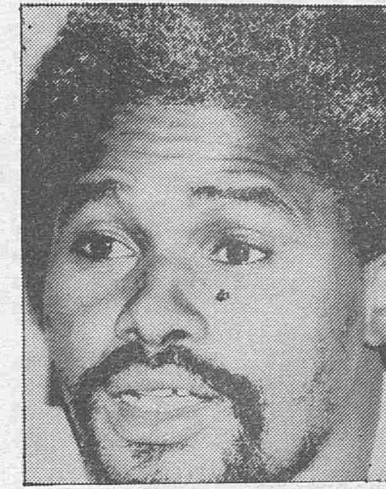
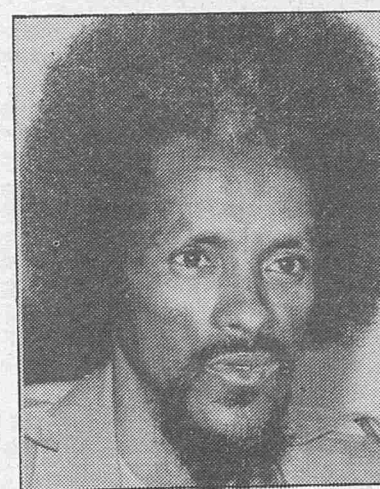
Car pour beaucoup de pays (africains et occidentaux -les Etats Unis notamment), Hissène Habré constitue un rempart contre la Libye, bouc émissaire désigné chaque fois qu'éclatent des mécontentements et des troubles dans un pays africain. De sorte que plusieurs dirigeants africains, en dépit du retrait libyen du Tchad, ne cachent pas leur désir de voir Hissène Habré siéger à nouveau au sein du gouvernement national de transition conformément aux accords de Lagos.

Ceci explique sans doute, le flou qui entoure la mission des forces interafricaines qui, à en croire le Secrétaire Général de l'OUA, sont là pour « maintenir la paix et de faire en sorte que la sécurité extérieure du Tchad soit sauvegardée, et non pas d'aller combattre des tendances ». Cette déclaration de M. Edem Kodjo appelle nécessairement trois observations. D'abord, on constate depuis le retrait des troupes libyennes et leur remplacement par la force interafricaine que la paix se trouve gravement menacée au Tchad. Aussi se demande-t-on si le maintien de la paix n'équivaut pas à un respect du statu quo qui précède l'arrivée de la FIA. Bref, le rôle de la FIA n'était-il pas de contenir les belligérants dans les positions qui étaient les leurs au moment du retrait libyen ? Par ailleurs, il ne semble pas que le Tchad soit confronté jusqu'ici à une menace extérieure quelconque.

Son problème a toujours été d'ordre interne malgré les interventions ou les soutiens externes dont bénéficient les différentes tendances. Quel danger extérieur court donc le Tchad pour que le rôle de la FIA se borne à sauvegarder la sécurité extérieure de ce pays ? Et enfin, à moins d'un lapsus de la part du Secrétaire Général de l'OUA, la seule tendance contre laquelle la FIA pourrait être appelée à se battre est de toute évidence, celle de Hissène Habré.

Toutes les autres tendances s'étant maintenues au sein du GUNT, celle de M. Hissène Habré est considérée par tous comme l'expression d'une rébellion face à l'autorité légale et reconnue du pays. Par conséquent, on ne voit pas à quoi M. Edem Kodjo fait allusion quand il parle de ne pas combattre les tendances.

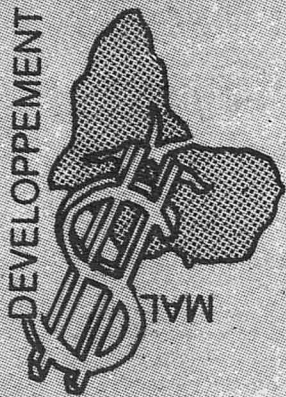
A suivre dans le prochain numéro
S.N.



eu cesse de réclamer le départ des Libyens dans une position délicate. D'autant plus que plusieurs Etats africains manifestent de plus en plus une certaine irritation devant la tournure que prennent les événements au Tchad. Et d'insister sur la responsabilité du gouver-

nement français qui a servi de locomotive dans cette affaire.

En effet, le soutien officiel des Etats Africains au gouvernement de Goukouni Oueddei n'a jamais empêché certains pays d'apporter une aide militaire et financière accrue aux forces armées du nord.



La lucidité en affaires

Le MOCI (Moniteur du Commerce International) du 4 janvier 1982, a publié un dossier sur le risque encouru par les investissements réalisés dans 23 Pays. La liste de ces pays a été établie en fonction des « intentions d'implantation et des objectifs de prospection commerciale indiqués par les Leaders de l'Exportation et des Petites et Moyennes Industries, vedettes que le MOCI a interrogés ». En d'autres termes, ces 23 pays ont été choisis parce qu'ils intéressent les sociétés exportatrices françaises.

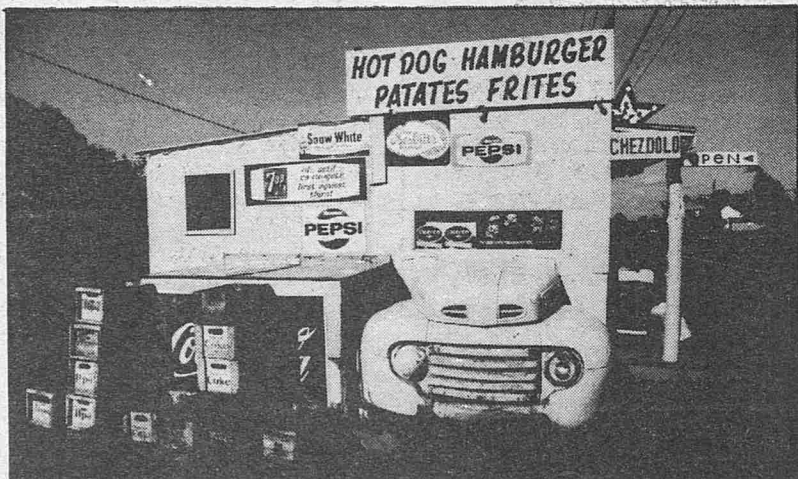
Cette étude donne pour chaque pays étudié les perspectives économiques et commerciales à moyen et long terme, puis des évaluations du risque couru par les capitaux qui y sont investis. Nous vous avons déjà parlé d'un de ces indices de risque à propos de l'Afrique du Sud (Sans Frontière n° 30, « Revue de presse-Tiers Monde ») : disons, pour simplifier, qu'on cherche à déterminer, au moyen de toute une série d'indices (indice de climat d'affaires, de risque politique, de rapatriement des profits...) si un pays donné présente (et continuera de présenter pendant un certain temps) une stabilité économique, politique et sociale suffisante pour qu'on puisse y investir ses capitaux avec le plus grand profit et sans risque de les perdre.

Il existe en France (Etudes Prospectives, TFT International) et surtout aux Etats-Unis

est plus intéressant de regarder les indices pour chaque pays.

D'abord, le tableau d'honneur (les pays où vous pouvez investir votre argent en toute confiance) : si on n'est pas trop étonné de voir les indices de risque de pays comme l'Australie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal ou même Singapour baisser, la présence de la Turquie dans ce groupe montre bien que, pour le monde de la finance internationale, stabilité rime avec dictature, et que le meilleur moyen de faire fructifier son argent, c'est encore de le confier à des militaires.

Ensuite, les zones à éviter, car « les risques encourus sont trop grands pour les profits réalisés » : l'Egypte, où les experts attendent de « sérieux désordres » ; le Mexique, où « le risque politique deviendra prohibitif à l'horizon 1985 à cause d'une agitation sociale croissante, du nationalisme et de l'instabilité régionale » ; le Nigéria, à cause de la corruption et « des activités des intégristes islamiques » ; l'Afrique du Sud (ce qui est nouveau : cf Sans Frontière n° 30) où « violence et désordres toucheront les sociétés étrangères de 1982 à 1986 » ; l'Inde, à cause d'un « risque politique prohibitif » et du fait que le marché des consommateurs n'atteint que 50 millions d'individus sur une population totale de 700 millions (il vaut mieux investir dans des pays où les gens



(Business Environment Risk Index Institute, World Political Risk Forecast, International Country Risk Reports), des instituts spécialisés dans ce type d'études de perspectives à long terme.

Les paramètres retenus pour l'établissement de ces indices diffèrent selon les instituts. Et on reste parfois rêveur devant les critères retenus : « La situation argentine tourne actuellement autour de la politique de promotion des officiers supérieurs. Au Zimbabwe, le paramètre à surveiller en priorité est le taux mensuel d'émigration de la population blanche » (déclaration du gérant de TFT International, in MOCI n° 484). Le dialogue Nord-Sud paraît soudain bien lointain, non ?

Dans ce dossier du MOCI, on apprend ainsi que « l'indice mondial moyen du risque politique du point de vue de l'investissement étranger » (sur la base de l'indice BERI) est passé de 29,6 points en 1978, à 36,3 points en 1981, mais, cela tout le monde s'en doutait sans avoir fait de coûteuses recherches pour arriver à cette conclusion. Il

peuvent changer de voiture chaque année) !

L'avenir de certains pays suscite de la méfiance chez les spécialistes de la prospective : c'est le cas de l'Irak ou de l'Arabie Saoudite (dont la stabilité ne semble plus aussi prometteuse), de même pour le Maroc : le Brésil va vers « une instabilité croissante », après avoir été le « modèle des nouveaux pays industrialisés ». Quelques pays africains pourraient devenir des zones d'investissement intéressantes au prix de quelques améliorations : le Cameroun (sans sa corruption), la Côte-d'Ivoire (une fois la succession d'Houphouët-Boigny définitivement réglée), le Zimbabwe (si le type de pouvoir actuel fait ses preuves aux yeux des investisseurs).

Dans l'introduction à ce dossier du MOCI, il est écrit : « la lucidité est donc une impérieuse obligation en affaires ». Malheureusement, « lucidité » rime rarement avec « solidarité ». Et la lucidité se soucie rarement de l'intérêt des peuples dont elle se sert.

Antitrust

Les femmes en Algérie

LE SUSPENS DU CODE DE LA FAMILLE

L'Assemblée Nationale Algérienne a entamé le 6 janvier 1981, l'examen du projet de loi, sur le code du statut personnel.

Notons que ce n'est pas la première fois que les autorités algériennes tentent d'imposer ce fameux « code de la famille ».

En effet, c'est en 1966 que fut élaboré le premier projet ; la mobilisation des femmes fit reculer le gouvernement qui dut attendre 1972, pour tenter de légaliser encore une fois des dispositions peu réjouissantes pour les femmes. Mais là encore, fortes de leur victoire en 1966, les femmes organisent, diverses manifestations dans les rues d'Alger et notamment des Assises dans les facultés pour dénoncer le projet. L'ampleur de la protestation fit pour la seconde fois reculer le gouvernement. Ce 3^e projet du code de la famille rédigé par le ministre de la justice M. Boualem Baki, un des plus fervents défenseurs des valeurs traditionnelles et les ministres de l'intérieur Boualam Ben Hammouda et de

la culture M. Abderhaman Chibani, s'inspire comme les deux textes précédents de la loi islamique dans laquelle la femme est considérée comme une éternelle mineure, passant de la tutelle du père à celle du frère ou du mari. Le Projet codifie les relations entre hommes et femmes à l'intérieur de la cellule familiale. Elaboré dans le plus grand secret, le texte régit entre autre, la conduite des femmes dans les domaines du mariage, de l'héritage et du travail. Les femmes s'inquiètent du contenu conservateur du Code, s'organisent dès le mois de novembre, trois cent cinquante d'entre elles se présentent à l'A.P.N. avec une pétition rassemblant plus de dix mille signatures, afin de réclamer un débat public autour du projet. Un groupe de députés reçoit la délégation à laquelle il propose d'élaborer des amendements et de les transmettre à l'assemblée par l'intermédiaire de l'UNFA (Union Nationale des



Femmes Algériennes). Le 14 décembre, le collectif de femmes organise un grand rassemblement devant la Poste d'Alger, à la tête duquel on reconnaît Djamilia Bouhired et Mme Ouzeguane, toutes deux anciennes Moudjahidates. La police impressionnée par la présence de ces deux ex-combattantes de la guerre de libération, n'ose pas intervenir trop violemment. Enfin il faut souligner que l'examen du projet à l'assemblée a déclenché une agitation certaine chez les députés. Deux courants se dégagent, l'un préconisant l'égalité entre l'homme et la femme conformément à l'option socialiste de l'Algérie, l'autre courant étant essentiellement composé de traditionalistes qui exigent un retour aux traditions arabo-islamiques.

C'est à ce moment qu'intervient pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, la nomination décidée par le Président Chadli Bendjedid au Secrétariat d'Etat aux affaires Mme Ounissi qui ne passe pas

pour être féministe, a cependant déclaré récemment : « Il ne faut pas laisser l'Islam aux mains de fanatiques. »

Sa nomination à un poste gouvernemental peut être interprétée comme un soutien tacite à ceux des députés qui affirment que l'Algérie de demain ne se fera pas si l'on confine les femmes dans un rôle inférieur. Ce que l'on peut avancer alors que la controverse suscitée par les débats à l'APN a atteint son apogée, c'est que tous les partis en présence, attendent que le gouvernement intervienne.

Fatima belhadi

CODE DE LA FAMILLE

A l'appel du groupe femmes Algériennes et de l'ATAF, une réunion d'information sur le Code de la Famille, se tiendra le samedi 23 janvier 82 à 15 heures, au Relais Mémilmontant, 85 bis, rue de Mémilmontant. Tél. 797 00 85.

Réfugiés salvadoriens : Construire l'avenir.

« ... Il y avait une belle fille et trois nièces... »

Ils les ont déshabillées et emmenées à la rivière. Là-bas, ils les ont forcées à se baigner. Parmi elles il y en avait une qui attendait un enfant. Après les avoir fait baigner ils les ont fait revenir en traversant toute la vallée. Puis ils les ont violées. Ils les ont toutes violées, c'est comme ça qu'ils traitent les femmes. Ensuite ils les ont pendues et criblées de balles. Ils ont jeté 4 des femmes aux chiens pour qu'ils les dévorent. Les autres, ils les ont fait brûler.

Puis ils ont trouvé un sourd-muet. Ils l'ont tué. Puis un vieil homme qui rapportait du bois de la montagne, tué aussi. Les deux filles qui étaient complètement brûlées, ils les ont laissées. Et nous avons vu l'enfant de l'une d'elle mangé par les chiens... »

Le texte qui précède est extrait des témoignages de réfugiés salvadoriens, témoignages que Geneviève Camus a rapporté du

Honduras, lors de son voyage organisé du 10 mai au 21 décembre, dans le cadre des Commissions Internationales d'Observateurs, et dont le compte rendu était donné mardi 19 janvier à la Société Française des Architectes, ou se tient jusqu'au 30, l'exposition de dessin des « Enfants du Salvador ».

Les « Commissions Internationales d'Observateurs » ont été mises sur pied par le Comité Evangélique de Développement d'Urgence Nationale, l'organisme hondurien des Eglises Evangéliques, à la suite d'un incident survenu le 16 novembre dernier à la frontière hondurienne, lorsque des soldats salvadoriens se trouvèrent empêchés d'exécuter un certain nombre de réfugiés, de par la simple présence d'une délégation étrangère.

A la suite de cet incident, l'opération « témoin gênant » a été mise sur pied, qui consiste à envoyer des observateurs dans les coins les plus chauds, chargés de

récolter le maximum de témoignages, de faire respecter, autant que faire se peut, un minimum de droits, et de diffuser, une fois de retour, le maximum d'informations. Le pasteur Roby Bois, secrétaire général de la Cimade, devait déclarer à ce propos lors de la conférence de presse de madame Camus (1) que « Nous ne pouvons pas ne pas crier quand des hommes souffrent ». « Malheureusement, l'opinion s'endort à force même d'entendre toujours la même chose ».

Après avoir rappelé le rôle joué par les Etats-Unis dans la situation au Salvador, madame Camus rappelait que l'aide à apporter ne devait pas être qu'alimentaire : « Les réfugiés refusent d'être traités en assistés. Ils veulent apprendre la vie communautaire, construire leur avenir pour après la guerre ». Faisant écho au témoignage de ce réfugié salvadorien : « Nous voulons valoir un plus grand prix... ».

Haïti : Mafia, magouilles...

REAGAN, BEBE DOC AND CO...

Une fois de plus, Haïti refait la une de l'actualité. Le pays de Dessalines et de T. Louverture ressort une fois de plus de l'ombre où l'a plongé depuis 23 ans, une dictature des plus sanguinaires et des plus cyniques que n'ait jamais connue la planète. Est-ce un feu de paille, un nouveau soubresaut de ce peuple qui fut le premier à faire aboutir avec une avance de 150 ans sur l'histoire la première lutte de libération nationale en chassant les français et en instituant la première République Noire en 1804 ? Il ne semble pas. Le régime duvaliériste est entré dans une crise quasi-insoluble pour l'homme fort de port-au-Prince.

Crise économique. Tant soit peu qu'il soit possible de parler d'économie haïtienne. Celle-ci est pour l'essentiel composée de 200 entreprises de sous-traitance appartenant pour la plupart à des américains. A côté, l'agriculture ne cesse de mourir.

Si tout va mal, la bourgeoisie noire d'Haïti n'en donne pas l'impression. Elle accumule des profits considérables en participant à la sous-traitance en organisant des trafics, en détournant la totalité de l'aide étrangère.

Mais c'est surtout au niveau politique que la crise tend à s'intensifier. Les timides tentatives de libéralisation ont disparu depuis la vague de répression de novembre 1980. On assiste en ce moment à un conflit de plus en plus violent entre

les purs et durs du duvaliérisme, menés par la veuve de Papa Doc et ceux qui sont prêts à des aménagements avec la bourgeoisie mulâtre représentée par la femme de Bébé Doc.

C'est dans ce cadre qu'il se confirme qu'un attentat a été commis contre le Président à vie. Règlement de compte ? Fort possible. Bebe Doc n'a ni l'autorité ni l'expérience de son père pour faire taire les divisions de ses caciques. D'où la nervosité dans les rangs des duvaliéristes. Nervosité illustrée par la fusillade qui a fait 9 Morts dont 7 enfants à l'occasion de la distribution de cadeaux au Palais National le 17 décembre 81.

A cette crise interne, il faut ajouter le jeu américain en Haïti. Les Américains sont présents en force tant au niveau économique, idéologique (247 sectes religieuses américaines) que politique par l'intermédiaire de l'armée haïtienne formée par les USA depuis 1915.

Mais les USA connaissent des problèmes sérieux dans leurs relations avec Haïti. En premier lieu, il y a la question des « boat-people haïtiens » qui tentent de s'installer en Floride avec une traversée en mer des plus dangereuses et hasardeuses. Cette émigration haïtienne ne touche pas que les USA. On la trouve en Dominique, aux Bahamas, dans les Antilles et Guyane dites « françaises ». Mais c'est aux USA que le drame de ces Haïtiens est le plus éclatant.

Mais l'essentiel pour les USA est d'ordre politico-militaire, les

Américains sont à la recherche d'un lieu en vue d'y implanter une base militaire devant remplacer Guantanamo à Cuba qui doit être évacuée d'ici quelques années. Cette base doit permettre un contrôle accru des USA dans cette région qu'ils considèrent comme une chasse gardée. Dans cette recherche, Reagan et ses militaires ont jeté leur dévolu sur Haïti. Mais les clans duvaliéristes sont divisés sur l'implantation de cette base.

C'est dans ce cadre qu'une partie de l'opposition haïtienne (2) estime qu'il faut analyser les récentes tentatives de débarquement sur l'île de la Tortue, par des opposants haïtiens.

Curieux débarquements ! Organisés par un M. Sansarica dont les liens avec l'armée américaine sont notoires ; annoncés depuis deux mois par conférence de presse ; préparés et financés en Floride ; partis de Miami ; ayant traversé des mers où les bateaux et avions militaires américains foisonnent. Dans ces conditions, penser que les dirigeants américains ont sinon favorisé mais tout au moins toléré ces préparations, n'a rien d'abusif.

Mais ce n'est pas aujourd'hui que les USA envisagent une solution de

remplacement en Haïti. Mais de crainte d'enclencher un processus incontrôlable, les dirigeants américains ont toujours eu peur de pousser leurs tentatives jusqu'au bout.

Ce qui est certain, c'est que l'alternative à laquelle rêve l'Amérique exclut le peuple



Haïtien. Ce peuple qui n'a pas dit son dernier mot. Les contradictions secondaires mais réelles de l'équipe duvaliériste d'une part, le jeu américain d'autre part, ouvrent des perspectives à l'opposition démocratique haïtienne. L'alternative du peuple Haïtien risque de déplaire à Washington.

Neg Mawon

Colonies : le tour du propriétaire

Mardi 18 janvier, 11 heures : au 27 de la rue Oudinot, monsieur Emmanuelli présentait ses vœux à la presse française et la presse des pays regroupés sous le vocable somme toute significatif de « département et territoires d'Outre-Mer ». C'était donc l'occasion de faire un premier bilan de la période des six mois du gouvernement socialiste dans les dernières colonies-période que monsieur Emmanuelli qualifie de période de cadrage.

Fort peu de changement sont intervenus en réalité.

Et dans le rapide tour de propriétaire que fit le ministre, on s'est vite rendu compte que la position du gouvernement socialiste français est de parer au plus pressé, ce qui donne l'impression d'assister à une politique du coup à coup et non à un effort réel de régler une fois pour toute une situation coloniale devenue intolérable. Mais, peut-on reprocher aux socialistes français de ne pas décoloniser alors que - à part le cas de la Nouvelle Calédonie - les élus des pays colonisés ne font aucune proposition pour leur avenir, qu'ils restent les bras croisés en se contentant de gémir lorsqu'ils s'estiment trahis, ou cocufiés.

Cependant, il existe de la part du gouvernement et en particulier, de la part de monsieur Emmanuelli - qui a du mal à cacher ses préférences et ses positions - et à ce propos, ses déclarations en ce qui concerne la Nouvelle Calédonie le montrent bien - une volonté de rupture avec la politique giscardienne. Outre certaines décisions prises : nomination d'un nouveau directeur de la police

à Nouméa, disparition du Bumidon qui se transforme en une sorte d'agence pour l'insertion des originaires des DOM-TOM, le gouvernement tient à souligner les deux grands axes de sa politique à venir.

Le premier est l'application de la décentralisation aux réalités des différentes îles et le second est la définition d'une nouvelle politique économique et sociale. Et au passage, monsieur Emmanuelli a dénoncé le rôle démesuré du négoce et l'accumulation du profit entre les mains de quelques requins de l'import-export (plutôt import qu'export d'ailleurs).

Beaucoup d'autres problèmes ont été soulevés comme celui de la presse, des médias, des écarts de salaire, de la pléthore des bureaux d'aide sociale, etc...

Quoiqu'il en soit, les deux conclusions qui s'imposent au sortir de cette conférence de presse, est que d'abord, le round d'observation est terminé. Surtout avec le non-report des élections cantonales qui passe pour une victoire de la droite, le gouvernement socialiste doit savoir que chacun de ses gestes, de ses attitudes sera observé, examiné et commenté. D'autre part, les peuples des dernières colonies, pourront dans les prochaines années, si ce n'est dans les prochains mois, faire l'expérience d'un gouvernement de gauche et découvrir que rien ne peut changer dans un tel cadre et que son droit à la souveraineté passe par une rupture inévitable avec le cordon ombilical avec ce que l'on nomme encore « la métropole ».

Aline N'Goala

Le bloc-notes de Macodou Ndiaye

Soljenitsyne est certainement le plus grand écrivain russe de l'ère soviétique. Son témoignage capital sur l'univers concentrationnaire au Pays des Soviets, outre qu'il éclaire la période stalinienne d'une compréhension nouvelle, montre ce que peut être la volonté d'un homme face à toutes les formes de pouvoir et fera date dans la littérature contemporaine.

Mais Soljenitsyne a un vilain défaut : un anti-communisme viscéral à la limite de l'hystérie que n'excusent pas ses longues années passées en prison.

Il voit le mal suprême du siècle dans le communisme qui est à l'oeuvre pour détruire le monde.

A la lumière des événements de Pologne, il met dans le même sac, les socialistes qui sont des étatiseurs, Brejnev, Jaruzelski, Deng Xiao Ping, Pol Pot, Castro, les Sandinistes, Berlinguer, Carillo, et le dernier wagon auquel s'accroche notre pourfendeur est le christianisme.

Céline fut un très grand écrivain, Mais quand il ouvrit la bouche pour s'ériger en théoricien politique, il ne dit que des sottises et cela eut des conséquences tragiques.

Mais que va donc faire la « Force tranquille » en Israël ?

Quelques mois seulement après la proclamation de Jérusalem comme capitale une et indivisible de l'Etat Hébreu, le bombardement du réacteur nucléaire irakien Osirak et l'annexion du Golan Syrien, on ne voit vraiment pas quel bénéfice moral et politique pourrait retirer M. Mitterrand d'une visite chez le faucon visionnaire Bégin ?

Certes, on comprend le souci d'équité qui anime le Président de la République Française, voulant rétablir l'équilibre et sortir Israël de l'isolement dans lequel l'avait confiné la diplomatie de ses prédécesseurs - l'arme du pétrole aidant - mais on ne rend pas visite à un agresseur qui, sous des prétextes de sécurité, manifeste de plus en plus une volonté expansionniste et s'érige comme l'exécuteur des basses oeuvres des USA au Moyen-Orient, sous peine de lui apporter une caution.

La Nation Arabe « Modérés » et « durs » ne comprendrait pas dans le contexte actuel le sens d'une telle visite du Président français, si socialiste qu'il fût.

Ils ont osé assassiner Paknejad, co-fondateur du Front National Démocratique d'Iran, et qui fut un des opposants les plus violents au régime du Shah.

Condamné à mort sous le régime impérial, pendant que Khomeiny priait en Irak en exil, sa plaidoirie courageuse publiée en son temps par « Temps Modernes » eut un tel retentissement international que le Shah dut reculer.

Khomeiny a osé le faire exécuter. Cela doit faire réfléchir Soljenitsyne sur la signification du pouvoir temporel et spirituel et tous les so-disant islamisants progressistes qui se faisaient des illusions sur le régime de l'exalté de Téhéran.

Après tout, Pinochet et Videla sont de bons chrétiens qui défendent les valeurs spirituelles de l'Occident !!! Cela ne les a pas empêchés d'envoyer à la mort des milliers de leurs compatriotes...

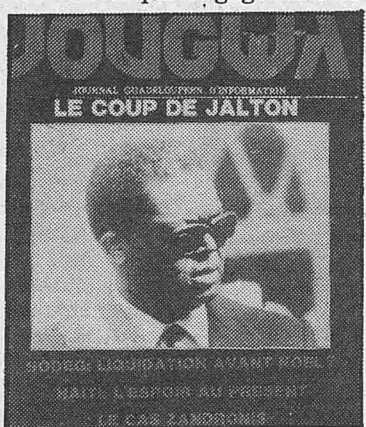
Nota : Depestre a pondu un bouquin intitulé « Bonjour et Adieu la Négritude ».

La semaine prochaine, je reviendrai sur l'étude de cet ouvrage controversé, qui marque une étape dans la tumultueuse évolution du concept de négritude.

Que vive la presse anticolonialiste

JOUGWA, ANTILLA

Lorsqu'on parle de décolonisation et de désintoxication aux Antilles, on ne doit certes pas négliger le rôle



de la presse anticolonialiste et du travail qu'elle fait. Et à ce propos, nous nous permettons de saluer le courage et la qualité du combat que mènent en ce moment deux mensuels aux Antilles.

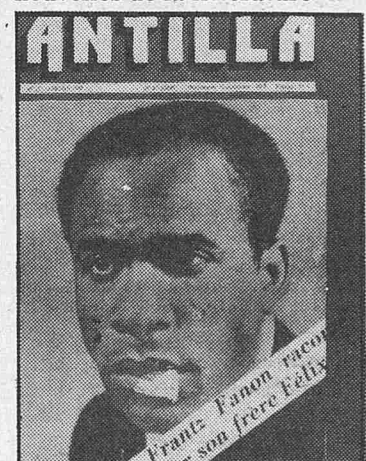
Le premier se nomme JOUGWA (Journal guadeloupéen d'information). C'est le fruit d'une oeuvre collective commencée en novembre 1979 à la Guadeloupe. Après quelques accrocs avec l'ancien rédacteur en chef, une équipe non pas nouvelle mais décidée à faire une autre presse vient de sortir le premier numéro d'une nouvelle série. Au sommaire : « Sodeg : liquidation avant les fêtes ? », « Santé, où est la

rupture ? », « l'émigration haïtienne en Guadeloupe », « Le créole à l'école ».

JOUGWA : B.P. 1252, 97110 Pointe-à-Pitre, Guadeloupe.

Le second est fait à la Martinique, par une équipe de bénévoles relevant de la même volonté de se servir autrement de la presse et de l'information, et il s'appelle ANTILLA.

Au sommaire du numéro de janvier : Frantz Fanon raconté par son frère, « Notre Caraïbe », « Essence : la dépendance », « Décentralisation et problèmes sanitaires », « Les voies nouvelles de la littérature »



La page histoire est consacrée à « la traite des nègres ».

ANTILLA. B.P. 46,97232 Lamentin. Martinique. A.N.G.

L'Amérique Latine s'installe à Bobino du 26 janvier au 14 février. Pas n'importe laquelle. Celle qui a été obligée de quitter son pays car les militaires ont jugé inacceptable leur voix plurielle qui parlait de rébellion, de lutte et d'espoir.

Car dans le chant de Mercedes Sosa, argentine, et d'Illapu, chiliens, on peut décerner le visage des peuples dont ils sont issus. Visage marqué par l'injustice, l'attente... le regard perdu, comme disait Atahualpa Yupanqui, dans un horizon ouvert qui est toujours très loin... En attendant Bobino, nous vous invitons à faire connaissance avec le monde des « Illapu ».



Illapu et Mercedes Sosa : **Voix des peuples, voix de l'espoir**

En 1974, le Chili a pris des allures de désert culturel. Les militaires ont fait main basse sur tout ce qui ressemble de près ou de loin à des expressions populaires engagées avec le destin des hommes des pays que l'on chante. Les figures principales de la Nueva « Canción Chilena » - Quilapayún, Inti Illimani, Isabel Parra - ne sont plus au pays. Pour d'autres le destin est bien plus tragique et les années passeront en vain sur le sentiment d'horreur à atroce que produit l'assassinat de Victor Jara. Angel Parra, lui est à Chacabuco, dans un camp de concentration.

La « Nueva canción Chilena », a été un puissant sursaut produit à partir de l'oeuvre géniale de Violeta Parra. Femme du peuple, elle met son talent et sa passion au service d'un voyage ininterrompu qui l'amène d'un bout à l'autre de son pays. Voir les hommes. Ecouter leurs chansons. Les prendre amoureusement et les transmettre fidèlement. Mais elle dit aussi ce qu'elle a dit de tout ce qu'elle a vu. Et cela donne un engagement vital de l'artiste avec son peuple dont le folklore et la musique populaire chilienne se trouvaient assez démunis. Pour la « culture officielle », là où Violeta voyait un paysan qui souffre, elle ne voyait qu'un « huaso » (paysan chilien) toujours habillé de fête, toujours gai car l'air de la campagne, vous savez... Peu importe si la vie de ce paysan était un enfer d'injustice et d'artificialité propre à une agriculture faite de grandes extinctions menées avec un esprit semi-féodal où l'homme de la terre valait bien moins que le dernier sujet de la porcherie...

L'exemple de Violeta est une semence généreuse et féconde qui germe en beaucoup d'esprits qui, guitare au poing, essayent, au début des années 60, de faire avancer les choses. Il ne s'agit plus de chanter les beaux paysages de notre pays mais la véritable situation de l'homme qui y habite. On abandonne la carte postale.

Un tel mouvement de renouveau ne pouvait qu'accumuler la haine de beaucoup de ceux qui après le 11 septembre 1973, deviennent, les

nouveaux maîtres du pays. Illapu échappe à la première vague répressive car sa trajectoire dans la Nouvelle Chanson Chilienne est courte.

C'est en 1971 que les frères Marquez et un voisin de leur ville natale de Copiapo, ville minière du nord chilien, deviennent le groupe Illapu, « l'éclair » en langue indienne. Andrés, Juan Carlos, Jaime, José Miguel y Roberto Márquez, ainsi que leur ami d'enfance Eric Maluenda, ont grandi dans une région où beaucoup de traditions sont restées intactes, où tout semble être arrêté, car après une période glorieuse, où elle donna toutes ses richesses, les « chercheurs d'or » sont partis en chercher ailleurs. La vie de l'homme de ces terres est dure. Comme le climat de cette « pampa » dont on tentera souvent en vain d'extraire de quoi vivre. Les « Illapu » chantent donc ce qu'ils ont vu. Racontent les espoirs qui sont aussi les leurs. Avec leurs voix. Ces voix qui nous rappellent les Andes et toute la vie qui y bouillonne. Ils sont, disons-le aussitôt, des excellents musiciens et dans leurs mains,

quenás, zamponias, charangos, bombos, semblent avoir une vie propre.

Bientôt, et à l'exemple des autres groupes de la Nouvelle Chanson Chilienne, « Illapu » s'intéresse à la chanson des autres peuples latino-américains qu'ils sentent comme la leur.

N'est-ce pas surtout dans la chanson qui a été bâtie, l'âme de la Patrie Grande, la Grande Patrie Latino-américaine ?

C'est ainsi que lorsque le cri des « Illapu » retentit dans le silence du Chili de Pinochet, ce n'est pas une chanson des Andes que l'on entend, mais un « candombe ». Celui-

rythme né au coeur de La Plata, la rivière qui marie l'Argentine et l'Uruguay. Il s'agit du « Candombe para José » qui raconte l'histoire du Negro José. Histoire triste mais qu'il vit avec une joie de vivre qui lui donne la force de continuer à espérer. Phénomène d'identification ?

Toujours est-il que des milliers de chiliens acclament le « Candombe », le chantent et le dansent. Il devient presque un mot de passe, un contact possible entre des gens à qui la répression a rendu méfiants et discrets. C'est ainsi qu'il battra tous les records de vente de l'histoire du disque chilien. A la

télévision se ferment. Dans les radios privées, plus ou moins soumises ou censurées, les Illapu sont, non pas interdits, mais fortement déconseillés.

Pour le groupe, la musique est la vie et les choses deviennent de plus en plus difficiles. Ses actuaciones pour la Solidarité sont, bien entendu, gratuites. Leurs spectacles ce sont eux qui les produisent et ils se considèrent heureux de... rentrer dans leurs frais. Bref, l'asphyxie menace...

C'est ainsi qu'ils se trouvent en février 80 au Théâtre de la Ville de Paris. Ce sera le début d'une longue série de voyages et tournées en France et en Europe où ils deviennent de plus en plus connus et demandés. Entre-temps, ils font paraître trois disques en France et continuent à travailler avec, en tête, l'idée de pouvoir rentrer au Chili.

L'opportunité se présente en octobre 81. Ils sont invités par une chaîne de télévision. On a entendu parler au Chili, du succès des Illapu en Europe et, une fois n'est pas coutume, on peut être un peu moins regardant. C'est l'avis des responsables de la télévision chilienne. Non pas celui du gouvernement qui le matin même de l'arrivée du groupe produit un décret qui les empêche de rentrer au pays car ils sont devenus « des agents du marxisme international et participent à la campagne de dénigrement de l'image du Chili à l'extérieur ». C'est à peine si on les autorise à descendre de l'avion pour faire, de loin, des gestes de salut ! et au revoir, à ses parents, amis et public, qui étaient venus les accueillir.

L'exil chilien s'était vu augmenter, comme toujours, bien malgré lui. La junte militaire avait rappelé au monde, si besoin il était, son vrai visage.

Sans amertume ni résignation, sachant qu'ils ne font qu'être pleinement solidaires de ceux qui veulent être libres, les « Illapu » sont retournés en France pour préparer leur passage à Bobino, qui sera grâce à Pinochet, beaucoup plus qu'un excellent moment à passer.

Edouardo Olivares

Libération des prisonniers ou le retour des exilés.

ci est l'un des nombreux rythmes issus du brassage des cultures africaines avec celles des peuples des divers coins d'Amérique Latine

où ils ont été amenés comme esclaves. Cette fois-ci il s'agit d'un

Disques de Illapu disponibles en France

Illapu : Musique des Andes. Chant du Monde DF 71. Ce disque, l'un des premiers à avoir été enregistré par le groupe, est dédié principalement à la musique andine.

Raza Brava (Cézame CEZ 1070 Dist. RCA). Si vous voulez vous procurer ce disque, il faut faire vite car il n'y en aura bientôt plus et ne sera pas réédité. Aux thèmes andins, les Illapu ont ajouté ici une superbe « zamba » argentine, celle de « Lozano » et un thème du folklore mexicain « El Cascabel » où vous entendrez un solo de quena à vous couper le souffle. Sans compter « Atacamenos » où les coups de « zamponia » vous laisseront plus qu'impressionnés.

Canto Vivo : (Pathé Marconi 2C 068-44051). Dès que vous aurez ce disque entre vos mains, précipitez-vous sur le « Candombe Mulato »

qui est ce rythme dont on vous parlait à propos du « Candombe para José ». Passez ensuite à « Tambo Quemado », un saisissant « triste » du nord du Chili, où les zamponias créent une atmosphère très étrange et magique. Après quoi vous serez en plein « chant vivant » du Chili, Argentine, Uruguay, Pérou et Equateur.

El canto de Illapu : (Pathé Marconi 2C070-440351). C'est tout neuf, tout chaud et il y a dessus une bonne partie de leur spectacle de Bobino. A noter « Paloma Ausente », une superbe chanson de Violeta Parra. « Juana Azurduy » une belle zamba dédiée à cette « amazone de la liberté » qui combattit bravement les conquistadores. Et encore un hommage aux femmes, cette fois-ci chiliennes, d'aujourd'hui. La chanson s'appelle « Anita, Manuela, Mil manos ».

Au « Festhiver » de Tunis : Les artisans de la chanson

Tunis en hiver retient son souffle dans l'attente des six mois d'été. Dans l'attente que refleurissent maillots et bronzages Club Méditerranée et Festival de Carthage. C'est pourquoi on a l'impression que la vie culturelle se limite à la calligraphie que dessinent dans le ciel, tantôt bleu tantôt gris, des millions d'étourneaux avant d'entamer leur concert nocturne dans les arbres de l'avenue Habib Bourguiba.

Comme pour troubler ce piaillage, pour briser cette léthargie, un Ensemble Culturel a pris l'initiative d'organiser des festivals et des rencontres qui, tel que le précise Rajah/Farhat « enrichissent notre public et lui font connaître les formes de la création artistique reflétant la crise de notre époque et le dynamisme de notre monde ». Le « Festhiver » en a, du 25 au 31 décembre, été le premier pas.

Et Tunis a vu, à cheval sur les deux années, fleurir cette fois-ci de véritables artisans de la chanson. Ils s'étaient donné rendez-vous pour le réveillon de Noël au restaurant « Chez Nous » pour ne pas se sentir trop loin en cette nuit de fête. Mais le véritable rendez-vous était sur la scène, avec le public tunisien. Celui-ci a accueilli en effet pour commencer Hedi Guella. Accompagné de son « oud », il porte en lui le souffle des chanteurs arabes classiques et la poésie de son temps, celle du poète aveugle d'Égypte cheikh Imam et du poète palestinien Mahmoud Darwish. L'accueil chaleureux que lui réservaient les siens, qu'il retrouvait après un long exil, fut le même pour Paco Ibanez.



Jacques Florencie

Paco sur scène c'est le feu aux poudres. Il allume les ayatollahs « ceux qui portent la chapka, le turban ou le chapeau de cow-boy ». Avec la Pologne en tête, il lance à Brejnev la réponse de Unamuno au cri de « Viva la muerte » « vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas, parce qu'il vous manque la raison ». Cette fougue était



Hedi Guella, accompagné de son oud.

d'ailleurs ponctuée par la guitare de Paco Narvaez, un andalou surnommé la mitraille, et qui joue comme on lance des navajas. Ibanez a ensuite interprété après des années de travail, les chansons de son copain Brassens en espagnol.

Daniel Viglietti, uruguayen est arrivé sur scène, s'est tranquillement assis et a chanté avec une maîtrise extrême l'âme véritable de l'Amérique Latine. La rencontre de cette dernière avec l'Afrique semblait se matérialiser dans la poésie qui sortait de ses doigts, de sa simple présence « pour les noirs le diable il est blanc ».

La chanson française était aussi de la fête. Une chanson toute neuve même si elle remonte au XIX^e siècle. En effet, sur des paroles de Gaston Couté, et d'Aristide Bruant, le compositeur Jacques Florencie réussit à faire du travail de dentellière. Il a l'allure d'un curé rabelaisien et chante un bien merveilleux cantique du païen. Cer-

taines erreurs de programmation sont cependant à déplorer, elles occasionneront des souffrances aux deux autres représentants de la chanson française et Corse.

C'est ainsi que le public tunisien a perdu une occasion de faire connaissance avec Dominique Montain. Accompagnée par Matias Pizarro et Henri Ogier, elle et ils font de la chanson venue du ventre et « de la tête ! de la tête ! de la tête ! ». Pierre Dieghi, un peu trop classique, chante aussi bien en français qu'en corse, mais « ce ne sont pas des chansons à boire, mais de fête d'après la révolution ».

Les deux dernières soirées étaient réservées à Marie-Paule Belle et au groupe des Gramacks. Mais il s'agit là de la grosse industrie. Sans grande conviction MPB vedette de « Chaud-bizz » a fait son tour de chant comme on serre des boulons. Ce soir-là, le public était venu comme on vient pour dire après qu'on est venu et c'est fini.

Alain Chémali

Deka : West African New Wave

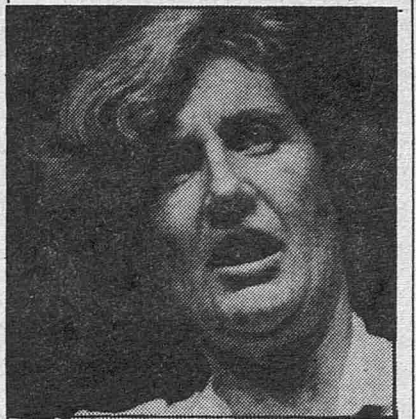
Le 18, 19, 20 janvier, le New Morning, cet endroit impressionnant par sa programmation (tous les grands de la musique Black plus précisément dans le domaine du jazz s'y sont produits) a reçu Deka. Sa musique est une synthèse des musiques des peuples noirs. Né en 1951, à Guéhoué, en Côte d'Ivoire, il connut très tôt une aspiration à la musique. Attiré par les rythmes invitant à la danse, il entre dans une troupe locale basée essentiellement sur les instruments de percussions (du tam-tam au balafon). Deka s'attache particulièrement à l'apprentissage de la guitare et vers les années 65, il découvre les musiques négro-américaines et anglaises qui seront un tournant décisif à sa vie. Les aléas de la vie font que Deka quitte son pays pour la France. A

Paris il joue dans diverses formations et lie connaissance avec d'autres formes de musiques.

Il se sent une prédilection pour le Blues, le Rock, le Rythm and Blues et le jazz moderne. Il accompagne en tournée des groupes de musique négro-américaines tel que Gun-Morgan, Deka galère dans toute l'Europe et finit par s'installer en Allemagne où il entame une carrière d'auteur-compositeur interprète. En France, où il a de nombreux amis, il fut bien accueilli au New-Morning. En attendant qu'il se produise dans d'autres lieux, tant à Paris qu'en Province, il vous prépare un 33 tours qui fera, je l'espère beaucoup de bruit.

M.N.

Benvenuto Giovanni Marini



Deux épaules fortes, qui supportent une tête sympathique, où un sourire est toujours en ébauche. Une femme de quarante cinq ans qui travaille, que dis-je, elle crée.

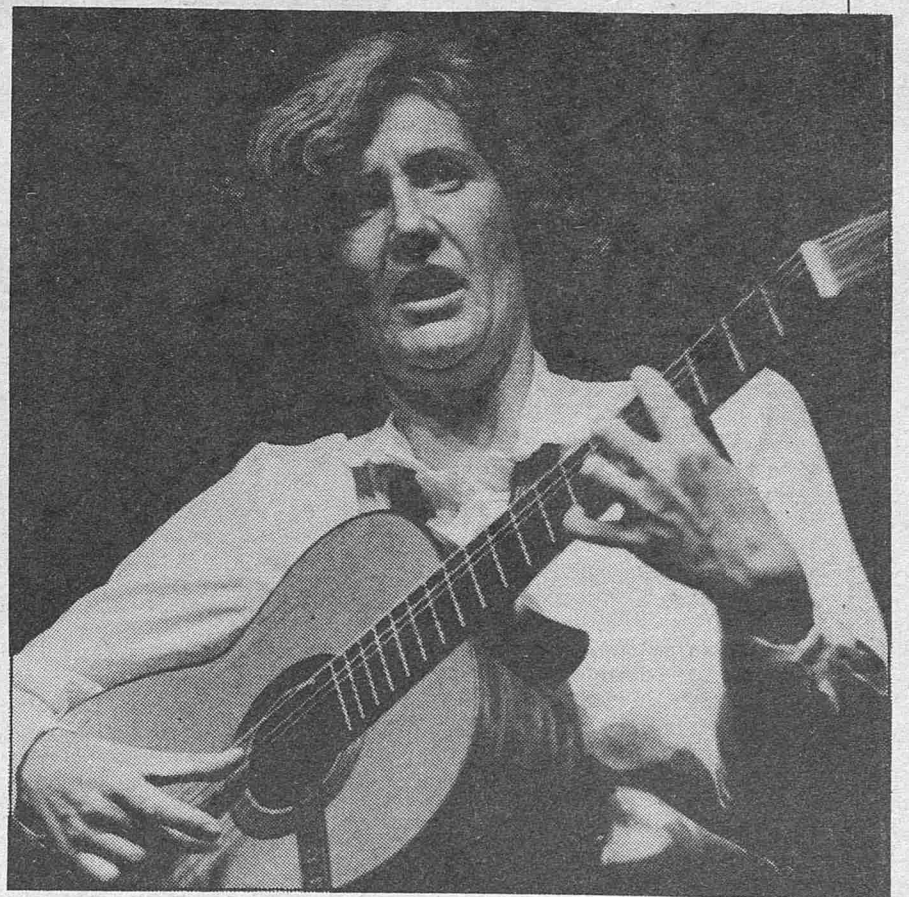
Au commencement, des études au conservatoire de Santa Cécilia. Elle dit avec un brin d'humour italien, « j'ai été la première femme à être diplômée de ce conservatoire, après les études, poursuit-elle, je pouvais continuer la musique classique » non, pour elle, « la musique est continuité et prolongement ». Elle sera d'abord instrumentiste dans un groupe de musique ancienne, mais elle s'intéresse aussi au « folk ». Elle

révolta l'Italie bien pensante, en chantant « Bella ciao » sur une autre musique, avec la montée de la nouvelle chanson italienne dans les années soixante. En 75, elle ouvre une classe « d'usage de la voix » à l'école populaire de testaccio (quartier de Rome).

Depuis cette date, cela sera sa nouvelle orientation, faire des

français presque parfait, elle continue avec les « modes » urbain, les choses se compliquent, il y a des façons prolétaires de chanter sur des chansons en vogue dont on change les paroles, il y a des chanteurs bourgeois qui se rattachent à la musique classique et l'opérette, il y a des chanteurs issus du prolétariat qui ont la musique d'opéra dans « le sang » si j'insiste, sur la comparaison avec « les modes » de la campagne, c'est pour découvrir une façon de faire de la musique qui soit communication. Attendre, à partir de l'univers des mots, celui des sons, retrouver la faculté de « récit » et mettre à son service le langage musical.

Giovanna Marini travaille, elle est-ce qu'on appelle « Cantastorie », chanteuse d'histoire, troubadour, selon une tradition italienne très populaire, elle chante en quator, avec ses compagnes Patrizia Mazini, Maria Tommaso, et Lucilla Galeazzi, et ce qu'elle chante, c'est sa propre histoire, où les chansons sont émaillées par des « blagues » toutes aussi profondes et cruelles



recherches sur les possibilités musicales de la voix.

Pour cela, Giovanna, entreprend un travail de « sociologue musicale », si, l'on peut dire, elle parcourt l'Italie dans les campagnes reculées à la recherche de cette richesse culturelle des paysans et qui tend à disparaître.

Elle a choisi un certain nombre dans toutes les régions d'Italie et à partir de ces textes et des enregistrements, faits sur le terrain, elle essaie d'étudier l'émission de la voix, pour élaborer une transcription musicale qui soit adaptée à ce genre de musique. De la confrontation entre ces chants et ceux de la ville, naît le désir d'un langage original, toujours dans un

qu'à la Dario Fo, elle chante aussi, en rendant hommage à Pasolini, Ulrike Meinhof, Andréas Bader, elle dit de ses chansons « elles racontent les grands événements des ouvriers et ce ne sont pas ceux de la bourgeoisie, les grands événements du prolétariat sont les grèves, l'occupation des logements, des usines, des terres ».

Est-ce étonnant qu'elle ait joué à guichets fermés, lors de son passage à Paris, en 1980. Elle mérite d'être connue, et pas seulement de ceux qui sont allés en Italie.

H.Z.

TEP : du 26 janvier au 14 février
« la cantate de tous les jours ».

Édité par « les Chants du Monde »

L'Algarabie, Roman de l'élitisme

« Comprenne qui pourra » !

1968. Avant de rentrer à Paris prononcer un discours historique, De Gaulle a été assassiné. Du coup l'histoire se retourne et le combat continue. De cette révolution sacrée, naît la seconde commune de Paris, peu à peu grignotée par la réaction et réduite à la rive gauche, plus particulièrement l'île de la Cité, symbole de l'exil.

Dans ce petit territoire, essentiellement occupé par la communauté hispanique, un homme part à la poursuite de son identité. Tandis qu'une jeune étudiante, à l'aide d'un magnétophone et de documents, reconstruit le puzzle de la vie du héros, Carlos, son meilleur ami, est peu à peu envahi par les souvenirs d'Artigas. Ce glissement d'identité du père vers le fils spirituel n'est autre que le présage de sa mort, une mort incarnée par une petite tâche dans les yeux d'Artigas qui, s'élargit et se remplit, tout au long de la journée, tel un sablier.

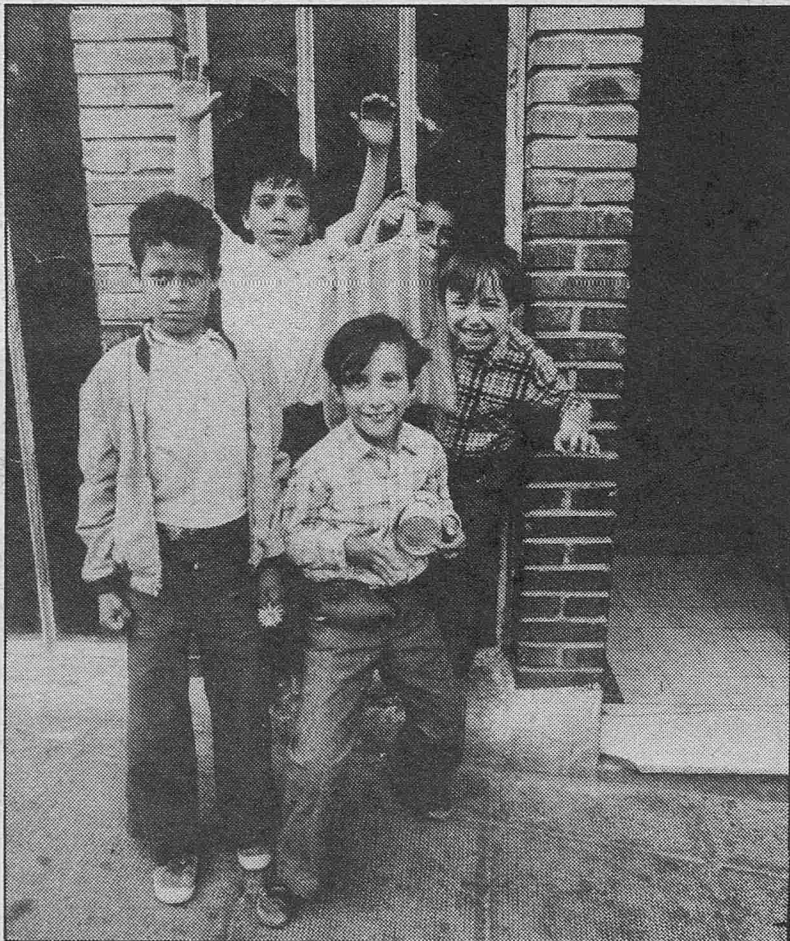
Parallèlement, quelque part dans la cité, se joue une nouvelle version des Mystères de Paris. Perversion de l'histoire et de la littérature, ne sont ici que le prétexte à un carnaval de personnages masqués qui se prêtent au jeu des miroirs et ne sont jamais là où on les attend. Ces effets de surprises, ces artifices de théâtre utilisés par le narrateur qui intervient au moment même où le lecteur commence à croire au roman, sont autant de ruptures, de séquences où se déploie un humour corrosif et s'établit, illusoirement, une complicité avec l'écrivain.

Car si le thème fondamental de cette algarabie, la francisation de l'algarabia (charabia), semble la recherche de l'identité et la description ironique et masochiste d'un monde d'intellectuels libertins et marxistes (« marxien », dit l'auteur), ce n'est peut-être là qu'un noyau, autour duquel, le vrai discours, fait de digressions, nous est restitué. Discours sur la problématique même du roman, discours anti-marxiste puisque la bureaucratie, incarnée par une femme (?) et, de surcroît, une « malbaïsée », apparaît comme une sorte de Deus ex-machina.

C'est d'ailleurs, cette même bureaucratie qui empêche Artigas de retrouver son identité et indirectement, cause sa mort. Discours culturel enfin, qui nous renvoie aux mots, à leur origine, à leur transformation, et aux œuvres littéraires françaises et espagnoles. Ces diversions autour des cultures sont autant de clin d'œil au lecteur, autant de moyens de le tromper, de le détourner de l'axe principal du roman, en attribuant à l'écrivain une nouvelle fonction consistant à démontrer

autour de lui. Personnages mal dessinés, indéfinis et modelables. Chaque femme n'est qu'une oreille, une bouche, un sexe... destinée inmanquablement à la semence physique ou spirituelle d'Artigas. Cela donne toute la mesure d'un roman qui commence et se termine par le souvenir de la possession d'une femme. Et si le roman tourne, c'est autour de son membre.

Sans doute, Georges Semprun accouche-t-il là du roman le plus intérieur qu'il ait jamais écrit. Sans



chaque mécanisme mis en place. Ce jeu de séduction vis à vis des lecteurs donne lieu à des moments tout à fait jouissifs puisqu'il nous renvoie à un fond culturel commun. Car enfin, ces longues palabres autour de la littérature seraient-elles supportables si l'on ne croyait pas deviner le sourire de l'écrivain, partager son ironie et sa duplicité, en bref faire partie du même monde.

Seulement voilà, nous ne sommes pas réellement dans les coulisses. Nous ne manipulons pas ce roman, c'est lui qui nous manipule. Or, l'algarabie, pour peu qu'on y regarde de près, est une histoire qui tourne autour d'elle-même, une expression totalement nombrilique de son auteur.

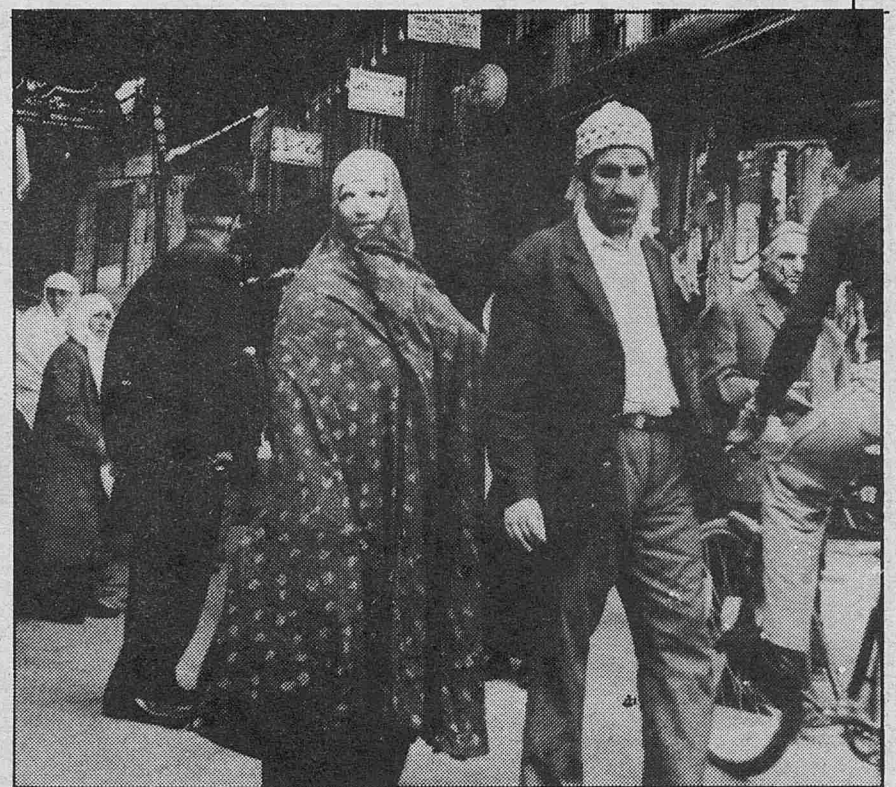
Le personnage d'Artigas représente tout à la fois sa mort fantasmée et sa vie réelle. Il n'est sympathique qu'à travers son incapacité à se situer. Or, cet élément d'absolu n'est qu'un des aspects d'une quête tournée vers l'identité mais aussi vers le pouvoir. Un pouvoir d'essence machiste. Artigas possède et fascine tous les personnages féminins qui gravitent

doute règle-t-il ses comptes et avec une certaine vérité, même s'il se sent obligé de passer par une construction mentale et des signes culturels si complexes que ses viscères, mises à nu, se débloquent sans cesse au regard. Il n'en reste pas moins que l'Algarabie est le roman du pouvoir masculin, de sa castration sans cesse doublée par son affirmation haute et claire. Et ce n'est pas un hasard, si les assassins d'Artigas, lui arrachent son sexe.

Réminiscence de Zola ? Peut-être. Mais derrière ce pouvoir masculin, quel autre pouvoir, social et politique celui-là, se cache-t-il ?

L'Algarabie n'est-il pas l'œuvre trop intelligente et trop auto-critique pour être vraie, d'une certaine idée de la domination ? Un livre merveilleux mais un roman piège qui s'achève sur cette phrase essouffée, provocante peut-être mais qui érige l'élitisme en cri et en révolte : « *Comprenne qui pourra* ».

Fabienne Messica
L'Algarabie : Jorge Semprun
Editions Fayard



L'Islam au péril des femmes Le quotidien de l'empire Ottoman

Maspéro poursuit la réédition de relations de voyages à travers les siècles et les continents dans la collection : *La Découverte*. Et il s'agit chaque fois, réellement, pour le lecteur de découverte. On peut enfin lire sans difficulté ce qu'il fallait aller chercher dans des bibliothèques savantes, intimidantes pour beaucoup, souvent réservées aux seuls chercheurs.

Le quotidien de l'empire Ottoman, c'est ce que racontent les lettres que lady Mary Montagu, femme de l'ambassadeur anglais à Istanbul, envoie à ses amies londoniennes. Elle découvre tout.

On est en 1717, au début des grandes relations de voyages en Orient qui se répandront au cours des siècles suivants, souvent fidèles mais aussi souvent fantaisistes. Les récits de cette jeune femme anglaise sont tous soucieux de décrire la réalité de ce qu'elle voit de ses propres yeux, et qu'elle consigne aussitôt par lettre. Ainsi elle décrit longuement un animal qu'elle n'avait jamais vu « *Je con-*

sidère qu'il est de l'espèce des cerfs : ses jambes, son corps, son cou ont exactement la même forme, et sa couleur s'en approche beaucoup... » Elle ajoute « *J'avais beau avoir vu des centaines de dessins de ces animaux, je n'en avais jamais vu de ressemblant qui m'en donne une bonne idée* ». Pour la première fois de sa vie elle voit des chameaux...

dans des bains réservés aux femmes et où elle assiste à la toilette d'une jeune mariée. Elle est éblouie par les femmes arabes, leur beauté, leur grâce, leurs coutumes, leurs loisirs... leur voile. Mais il s'agit toujours des femmes de l'aristocratie turque. Ce qui ne l'empêche pas de décrire aussi bien des scènes de rue, de la vie populaire de tous les jours. Pas une fois il ne lui vient à l'idée de critiquer l'Islam et elle y serait même plutôt favorable... pour les autres.

Leïla Sebbar.

L'Islam au péril des Femmes
de Lady Montagu.
Edition Maspéro la découverte

Femme, photographe, révolutionnaire

Un album émouvant de photographies de Tina Modotti dans les années 20-30 aux USA, où elle rejoint en 1913 sa famille émigrée, d'Italie à San Francisco.

Tina Modotti est née dans une famille ouvrière et elle travaille très tôt dans une fabrique textile. Elle se passionne pour la photographie, expose, publie, fréquente des milieux artistiques et révolutionnaires fascinés par la révolution mexicaine.

Elle s'engage en Espagne comme militante révolutionnaire. Au

mexique on l'accuse du meurtre d'un dictateur. Elle est expulsée et voyage à travers l'Europe et l'Union Soviétique jusqu'au retour au Mexique où elle meurt brutalement d'un arrêt du cœur. Ses activités politiques l'ont séparée de la pratique photographique, mais cet album restitue l'essentiel de sa création.

L.S.

Tina Modotti, photographe
et révolutionnaire
Edition des Femmes.



Garcia Marquez et les Spectres

Quatorze ans après la parution de « Cent ans de solitude », Gabriel Garcia Marquez continue d'être poursuivi non seulement par la vie intense et fantastique de ses nombreux personnages, mais aussi par tous ceux qui, critiques, universitaires ou simples lecteurs, se sont emparés de cette somme et font de sorte qu'une certaine immortalité habite l'oeuvre et l'auteur.

G. Marquez habite Mexico, cette ville gigantesque, rebelle et indifférente. Une ville où l'on est difficilement accessible. Deux journalistes, Carmen Galindo et Carlos Vanella ont réalisé pour le quotidien de Mexico « El Dia » (1) un long entretien avec lui autour de l'oeuvre maîtresse et de ses prolongements.

Marquez avoue qu'il n'a plus relu ce livre depuis la correction des épreuves : « Non, je ne l'ai pas relu. Je sais qu'il me sera difficile d'intervenir de nouveau dans le texte. Je ne suis pas un lecteur innocent. En écrivant « Cent ans de solitude », je voulais faire le roman de la vie. C'est pour cela qu'il y a dans le livre des thèmes comme la joie, la tristesse, la mythologie, la misère, l'inceste, la famille. De tout ce que j'ai entendu sur ce livre, il est une opinion qui me paraît la plus juste. C'est celle d'un simple lecteur et non d'un critique : cet homme m'a dit que ce qu'il a le plus aimé dans « Cent ans de solitude » c'est y avoir trouvé (pour la première fois dans une oeuvre latino-américaine)

la vie privée de l'Amérique Latine. C'est comme une intrusion dans l'intimité des latino-américains ».

Il est dur d'être l'auteur d'une telle oeuvre. Difficile de s'en détacher, difficile de la dépasser, car quoi qu'il fasse, G.G. Marquez reste marqué par cette somme. Comme il le dit aujourd'hui, ce roman de la vie (et pas seulement de la vie d'un seul continent, d'un seul peuple, et d'un seul imaginaire) restera un livre ouvert, inachevé, c'est à dire profondément vivant : « Ce que je voulais faire, c'est ne jamais cesser d'écrire « Cent ans de solitude » ».

C'est un aveu étrange et qui éclaire ou justifie la relative déception que j'ai éprouvée après avoir lu son dernier roman « Cronica de una muerte anunciada », paru en avril dernier simultanément en Espagne, en Argentine, en Colombie et au Mexique dans un premier tirage d'un million d'exemplaires (2).

On pourrait considérer à la limite, ce très court récit (assez gonflé au niveau typographique par

les éditeurs pour arriver à 193 pages) comme un chapitre échappé à « Cent ans de solitude ». C'est bien sûr très bien écrit, très bien ficelé. C'est une réflexion sur la fatalité. Dès la première phrase du livre - et c'est là la force de Marquez - le lecteur est averti : « Le jour où ils allaient le tuer, Santiago Nasar se leva à 5h30 du matin pour aller attendre le bateau par lequel arrivait l'évêque ». Tout le village, comme le lecteur est au courant : les frères jumeaux, Pedro et Pablo Vicario, vont tuer Santiago. Un crime d'honneur. Un simple devoir. Ni plus ni moins. Leur soeur, Angela qui se marie ce jour-là, n'est plus vierge. Les frères ont besoin d'un nom. Angela prononce celui de Santiago. Le sang devra couler. Rien ne viendra empêcher les jumeaux d'accomplir leur acte. La mort est au rendez-vous. Tout est du côté de la fatalité qui prépare un lit de mort à Santiago ; lequel ne saura jamais pourquoi il sera découpé en morceaux.

Cette « chronique » est un livre d'une seule idée. C'est là sa force et sa faiblesse. Il se lit avec plaisir. Il est émaillé de notations et de détails qui ne manquent pas d'humour. C'est le livre d'une enquête, avec les ficelles du genre. C'est en ce sens que Marquez a déclaré dans le même entretien : « Tous mes livres peuvent sembler irréels, mais ils ont tous une part de réalité. J'ai très peur de l'invention pure, car elle peut devenir fantaisie ».

« L'automne du patriarche » s'inscrit dans l'imaginaire fort, violent et fantastique de « Cent ans de solitude » (surtout au niveau de l'écriture). « Cronica de una muerte anunciada » participe d'un

réalisme anecdotique assez précis, celui du romancier qui se fait journaliste scrupuleux. La crainte de « l'invention pure », celle qui donne le vertige, nous prive en fait de cet imaginaire quasi étouffant qui a donné « Cent ans de solitude » et « L'automne du patriarche ». C'est à ce niveau que se situe la déception. Reste que « Cronica de una muerte anunciada » est à lire.

Marquez apparaît aujourd'hui dans le continent latino-américain comme un symbole, une autorité morale et politique (3). Ami personnel de Castro, il défend Cuba en tant que révolution même quand elle envoie des soldats en Afrique.

La traduction en russe de « Cent ans de solitude » est parue expurgée de certains passages érotiques. Voici le commentaire qu'il fit aux deux journalistes d'El Dia : « En Union Soviétique on supprime ces passages par un puritanisme plus russe que socialiste. Cela me paraît scandaleux, pas à cause de la censure ou du fait qu'il faut maintenir une oeuvre d'art intacte ; mais parce que je ne sais pas comment on comprendra chaque personnage sans ces actes d'amour ».

Tahar Ben Jelloun

- (1) Numéro du 6 septembre 1981
- (2) Paru aux maisons d'édition Bruguera, Sudamericana, Diana, la Oveja Negra.
- (3) Le sociologue colombien Orlando Fals-Borda considère que Marquez est actuellement le seul intellectuel capable de réaliser l'union des différentes tendances de la gauche en Colombie.

* Vient de paraître en France chez Grasset « Chronique d'une mort annoncée ».

TRANSES

Un voyage irrationnel

Extraordinaire est l'aven-ture de ce groupe de musiciens, Nass el Ghiwanne qui vers les années 1970, se metent à révolutionner la chanson maghrébienne « étouffée » jusqu'alors par les langueurs orientales. Du fin fond des campagnes ou des faubourgs surgit une musique carrefour de l'Afrique Noire et berbère, mais aussi arabo-islamique, qui crève l'écran par sa violence mais aussi par sa soif d'amour, de vie. Nass el Ghiwanne, se veulent les chantres d'une liberté absolue.

Ne vous attendez pas à retrouver dans ce film un récit concis : la belle histoire de cinq musiciens au destin imprévu qui de simples poissonniers ou artisan ébéniste, quittèrent leurs faubourgs pour les sommets du spectacle. Maanouni tente plutôt de nous retranscrire ce va et vient entre le quotidien et le troubadour qui puise son inspiration-troubadour qui est tour à tour conteur, chanteur et aussi exorciste car la musique participe mystiquement au cérémonial.

Mystico-religieux par le biais de la transe où le corps et les sens se confondent avec le cosmos jusqu'à l'anéantissement. Si la transe accompagne les rites, elle est aussi l'exutoire d'un quotidien qui étouffe d'où les scènes de jeunes gens comme possédés lors de concerts de Nass el Ghiwanne.

Un sujet en or, et pourtant Maanouni semble parfois n'é-

Maanouni, cinéaste marocain dans son film « Alyam Alyam » nous dévoilait déjà son attachement au petit peuple ; avec son nouveau long métrage « Transes », il tente de pénétrer l'âme populaire à travers la symbolique de la musique.



fleurir que le sujet, nous laissant sans cesse sur notre faim. Nous aurions aimé prendre le temps de rencontrer davantage « les Gnaouas » tribus pour qui la magie et la mystique africaine n'ont pas de secret où cette autre communauté « les Hmadcha » plus inspirés du soufisme musulman, car tous deux ont largement inspiré la musique de Nass el Ghiwanne.

La nouveauté et la richesse du thème ne pouvaient être abordés pleinement, d'autant que les aspects socio-politiques ont été abordés timidement.]

Il est toujours casse-cou et ambitieux de faire un film sur des musiciens. Maanouni a évité la biographie, préférant nous présenter les musiciens au travail, et faire une ébauche de ce courant qui surgit un peu partout au Maghreb, redonnant ses lettres de noblesse à un art populaire rejeté dans l'ombre, mais toujours vivace dans les fêtes, et les routes colportées par des générations de musiciens errants. C'est vers cette osmose entre l'irrationnel et l'homme que nous entraîne Maanouni grâce à cette musique que certains comparent à la « Soul Music » noire américaine.

Bien sûr, rien ne vaut un concert pour s'imprégner de l'ambiance mais en attendant, le film, prochainement sur les écrans, vaut le détour.

Khadija Bachiri



Happy birthday. Souhaitez de ne jamais être invité.

film de J. Lee Thompson, avec Glen Ford, Melissa Sue Anderson et Laurence Dane.

C'est un film d'horreur dans toute son horreur. Et comme moins par moins fait plus, c'est en définitive un film rigolo. En vérité, j'exagère, ce film n'est pas si rigolo que ça, il est même un peu tristounet sur les bords. On se demande ce que Glen Ford vient faire dans cette production canadienne de catégorie C ? encore un drame du troisième âge sans doute.



Popeye

de Robert Altman, avec Robin Williams, Shelley Duvall, Ray Walston, Paul Dooley, Paul Smith.

Je m'attendais au pire en entrant dans la salle. Sage pressentiment ! S'il est à la mode, chez les réalisateurs américains, de toucher à tous les genres du cinéma, ce n'est néanmoins pas une raison pour donner libre cours à un infantilisme fiévreux.

Il semblerait qu'en adaptant Popeye au cinéma, Altman ait réalisé un vieux rêve d'enfance, celui de donner vie à des personnages qui ont créé, par les symboles qu'ils véhiculent, un phénomène de catharsis poussant à l'identification. Cette identification, ce n'était pas la caméra qui pouvait la réaliser, mais notre imagination.

En effet, le dessin initial est beaucoup plus éloquent et plus vrai, par son côté caricatural, que n'importe quelle représentation cinématographique. Dans ce film, Altman a parcouru le chemin inverse de celui des réalisateurs de Popeye.

Si la qualité des décors a quelque charme et les acteurs quelque ressemblance avec les originaux, je me suis quand-même trouvé devant une mascarade grotesque à laisser perplexe le spectateur le plus ignare en matière d'épinards.

par intérim Carmelo Portelli

LA MAGOUILLE ORGANISEE.

Le tirage au sort, devant répartir en six groupes les vingt quatre équipes qualifiées pour la phase finale du Mondial 82, a eu lieu le samedi 16 janvier à Madrid. Ce tirage au sort, s'il faut ainsi l'appeler, restera dans les annales tant la magouille organisée par la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) s'est révélée au grand jour.

Les grandes nations (les européens et les gros sud-Américains) ont tout fait pour se favoriser et passer le premier tour de ces éliminatoires, sans que la très honorable FIFA n'intervienne, bien au contraire.

Ce tirage au sort devait donc obéir à certaines règles adoptées d'avance, pour éviter de se retrouver au deuxième tour avec des invités surprises parmi les « petits pays ». Règles qu'il est bon d'énumérer pour bien comprendre l'état d'esprit dans lequel se déroulera ce Mondial 82.

- Eviter que les pays d'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Chili, Pérou) se retrouvent dans le même groupe dès le premier tour. La FIFA a prétexté les troubles pouvant survenir si de telles confrontations devaient avoir lieu. Prétexte sans fondement, puisqu'à longueur d'année, les Sud-Américains se rencontrent tant au niveau des clubs pour la Coupe Libertadores, qu'au niveau des équipes nationales.

- Eviter que les têtes de série désignées par la FIFA (Argentine, Brésil, R.F.A., Espagne, Italie,



Angleterre) ne se retrouvent sous le même chapeau en s'éliminant mutuellement dès le premier tour. Effectivement, le facteur économique risquerait d'en prendre un sérieux coup, car comme chacun sait, un championnat du monde de football est avant tout une entreprise qui drainera une bagatelle de plusieurs milliards, dont une grosse part revient à la FIFA.

- Eviter que les équipes issues du même groupe qualificatif pour cette phase finale, n'attérissent dans le même groupe. Ainsi l'Italie ne tombera pas dans le groupe de la Yougoslavie. Mais pourquoi alors la RFA et l'Autriche ayant terminé première et deuxième du même groupe aux éliminatoires, se retrouvent-ils ensemble dans le groupe II de cette phase finale ? C'est à y perdre son latin (Le latin de Hocine ... N.D.L.C.)

- Eviter que les pays de l'Est qualifiés pour cette phase finale ne s'affrontent au premier tour. Il s'agit de l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, et la Yougoslavie. L'actualité aidant, aux yeux de la FIFA qui a toujours condamné la politique dans le sport, une rencontre Pologne-URSS aurait paru indécente.

Après avoir désigné l'Angleterre comme « tête de série », et afin de calmer les représentants français partis en guerre contre cette désignation, la FIFA s'est arrangée pour que ces deux équipes soient dans le même groupe IV.

L'indication de la ville de Bilbao pour recevoir ce groupe a calmé les français qui pourront ainsi bénéficier d'un maximum de supporters grâce à la proximité de la frontière. Les anglais, eux aussi, sont enchantés d'évoluer à Bilbao, ville qui est maritiment reliée à l'Angleterre ; quand on connaît les supporters anglais qui n'hésitent pas à se déplacer à travers l'Europe pour encourager leur équipe, on comprend l'enchantement britannique.

- Faire une fleur au président de la FIFA, le Brésilien Joao Havelange, en envoyant le groupe VI, dont la tête de série est le Brésil, jouer à Séville et Malaga. L'avantage pour les Brésiliens d'évoluer en Andalousie sera le climat très chaud, auquel ils sont habitués en Amérique du Sud.

- Il ne restait plus pour la FIFA que de récompenser le pays organisateur pour ce premier tour. En effet, l'Espagne se retrouve dans le groupe le plus facile avec la Yougoslavie, l'Irlande du Nord et le Honduras. En plus l'Espagne disputera toutes ses rencontres à Valence où se trouve le stade pouvant accueillir le plus grand nombre de spectateurs.

Les grandes puissances représentées au sein de la FIFA peuvent s'estimer heureuses tant elles ont été comblées par ce tirage au sort, des plus truqués.

Mais qu'en est-il pour les équipes africaines, asiatiques et océaniques qualifiées ?

Elles ne sont que quatre (Algérie-Cameroun-Koweït-Nouvelle Zélande) pour représenter les quatre cinquièmes de l'humanité. Elles n'ont rien revendiqué, rien demandé, rien contesté. Elles s'estiment très heureuses de participer à cette phase finale, un point c'est tout.

Une chose est sûre, ce Mondial 82 sera une importante entreprise qui par le biais de sponsors et de publicité, tirera un bénéfice net de plusieurs milliards de francs.

Et pour éviter tout échec à cette entreprise, la FIFA a tout fait pour que trébuchent les petits pays devant les ogres du ballon rond, et les voir faire leurs valises dès le premier tour. Les têtes de série pourront ainsi en découdre entre elles, ce qui sera évidemment un spectacle plus cher à vendre.

La devise de la FIFA, est avant tout un football commercial, elle l'obtiendra peut-être. Rendez-vous est pris pour juin.

Hocine

Le hasard au service des forts

Comme d'habitude après un tirage au sort les commentaires sont allés bon train. Chacun des pays qualifiés après avoir pris connaissance de ses futurs adversaires s'est ingénié à souper ses chances.

Dans le Groupe 1, les Italiens partent inquiets. Privés de leurs meilleurs joueurs (Paolo Rossi après le fameux scandale du Totonero, et Antognoni jambe cassée) ils devraient mener la danse devant la Pologne.

Dans le groupe II, la RFA n'avait pas besoin du hasard pour franchir ce premier tour. Elle retrouve sa soeur ennemie : l'Autriche. Ces deux pays devraient se qualifier malgré les sérieuses ambitions des Péruviens et des Algériens.

Dans le groupe III, les Argentins auront à défendre leur titre de champion du monde. Ils devraient se qualifier sans problèmes en compagnie de la Belgique aux dépens de la Hongrie et du Salvador.

Dans le groupe IV, rien n'est joué entre l'Angleterre qui voudrait redorer son blason, la Tchécoslovaquie accrocheuse, et la France qui aimerait faire oublier sa faible prestation du dernier championnat du monde en Argentine.

Dans le groupe V, l'Espagne n'a pas du tout à se plaindre. Si la Yougoslavie peut lui barrer la route, on voit assez mal l'Irlande du Nord ou le Honduras s'opposer à sa qualification.

Dans le groupe VI, les Brésiliens dont le renouveau annoncé est attendu avec impatience, devraient s'imposer dans le groupe le plus difficile. L'URSS et l'Ecosse devraient théoriquement se disputer la seconde place.

La répartition des groupes

Groupe IV (Bilbao-Valladolid)
Angleterre-France-Tchécoslovaquie-Koweït

Malgré une équipe vieillissante, la Tchécoslovaquie aura son mot à dire dans ce groupe où personne ne part favori.

Groupe V (Valence-Saragosse)
Espagne-Yougoslavie-Irlande du Nord-Honduras.

Incontestablement, c'est le groupe le plus déséquilibré de ce tirage au sort. On voit mal l'Espagne chez elle et la Yougoslavie trébucher devant l'Irlande du Nord et le Honduras.

Groupe VI (Séville-Malaga)
Brésil-URSS-Ecosse-Nouvelle Zélande.

Sans aucun doute, la poule la plus relevée de ces éliminatoires. Léger avantage pour le Brésil qui bénéficiera de conditions climatiques idéales et qui jouera ses trois matches sur le même terrain. Qui de l'URSS et de l'Ecosse s'acclimatera le mieux pour se qualifier

Groupe 1 (Vigo-La Corogne)
Italie-Pologne-Pérou-Cameroun.

L'Italie et la Pologne partent favoris de ce groupe, même si les Péruviens, lors de leurs dernières apparitions en 1970 et 1978, sont toujours parvenus à passer le premier tour. Quant au Cameroun ... qui sait ?

Groupe II (Gijón-Oviedo)
R.R.A.-Autriche-Algérie-Chili.

La R.F.A. se retrouve encore dans un bon coup et devrait passer ce premier tour sans problèmes. En revanche, l'Autriche et le Chili partent à chances égales. L'Algérie ambitieuse pourrait venir brouiller les cartes.

Groupe III (Barcelone-Elche-Alicante)
Argentine-Belgique-Hongrie-Salvador.

L'Argentine et la Belgique semblent se détacher du lot, on voit mal la Hongrie et le Salvador venir les inquiéter.

sorties

MUSIK

DUNOIS : 28, rue Dunois - 75013 Paris, tél 584 72 00

Vendredi 22 à 20h30 : Bruno Tocanne (batterie), Jean-Pierre Thirault (sax), Laurent Cugny (piano) et Michel Saulnier (contrebasse).

Samedi 23 à 20h30 : **Armonicord** avec Jouk Minor, Odile Bailleux, Francis Gorge, Bruno Girard et Gérard Farroux.

Jeudi 28 et vendredi 29 : Duo Alex Grillo et Manuel Villaroel

CENTRE CULTUREL 17 : 47 rue de Saussure, tél 227 68 81

Trois jours de musique brésilienne du 28 au 30 janvier

Jeudi 28 : Xoro Roxo

Vendredi 29 : Spectrum

Samedi 30 : Duo de guitares et à 22 h le groupe Parioxa

JAZZ UNITE : Les quatre temps, Parvis de la Défense, tél 776 44 26

Du mercredi 20 au 23 janvier : **Ernie Wilkins Quartet**

Lundi 25 et mardi 26 : John Tchicai and the Original Bass Clarinet Choir, quatuor de clarinettes avec K Maslak et Andrew et G Bischof

Mercredi 27 et jeudi 28 : **Patricio Villaroel Nonet**.

LUCERNAIRE FORUM : 53, rue Notre Dame des Champs

Jusqu'au 24 : « La voix des castagnettes », les castagnettes à travers le temps, de l'antiquité à nos jours avec Manob Moreno, Ramon Tragan et Olivier du Treves

MONTREUIL : A la salle des fêtes de la mairie le 28 janvier à 21h, un récital unique de **Nass El Ghiwane**. Prix des places 25 et 35 francs.

ANGOULEME : Lieu non précisé

Le 30 janvier Henri Guédon LA COURNEUVE : Au centre culturel J. Houdremont à 21h

Le 30 janvier Djamel Allam MONTBELIARD : Au théâtre de l'Hôtel de Ville

Le 24 janvier à 17h30 : **Cuartero Cedron**

RENNES : Suite du festival 1982 de la chanson

Le 24 janvier Henri Guédon, Angel et Isabel Parra : Jusqu'au 31 janvier de très nombreux artistes

THEATRE

LUCERNAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs

Théâtre noir : Yerma de Garcia Lorca à 18h30

Michel Boujenah dans **Anatole** à 20h30

Elle lui dirait dans l'île de **Xenakis** à 22h15

THEATRE ROUGE : Don Quichotte par le Pantagruelique Théâtre à 18h30

Milosz de Terzief à 20h30

Le combat de la mouche de M. Barbey à 22h15

Petite salle : **Parlons français** de Ionesco

THEATRE NOIR : 23, rue des Cendriers, 75020 Paris, tél 797 85 15

Jusqu'au 31 janvier : Par la troupe Sortie de Secours

Les joies de la vie de Leroi-Jones

Pardon monsieur de Jean-nine Worms

THEATRE ESSAION/VALDERDE : 6, rue Pierre-

au-lard, 75004 Paris

Salle II : Ballades, de Paul Claudel à 18h30

Protée de Paul Claudel à 21h

CHAILLOT : Place du Trocadéro

Entretien avec monsieur Sald Hammadi, de Tahar Ben Jelloun

Spectacle réalisé, réglé par Antoine Vitez, scénographie de Yannis Kokkos avec Farid Gazzah et JM. Winling

THEATRE DE LA PLAINE : 13, rue du Général-Guillaumat

L'ensemble Karumanta, chants et danses de l'Amérique latine et des Andes

THEATRE DE LA TEMPETE : Cartoucherie, route de la Pyramide

75012 - Paris, tél 328 36 36

L'étranger dans la maison de Richard Demarcy, jusqu'au 21 février.

EXPOS

Itinéraire de la Pologne à l'Irlande

Août 1981 : A Belfast des milliers de Républicains défilent dans Falls Road, pour soutenir les grévistes de la faim.

A Gdansk, à la veille du congrès de « Solidarité » la tension monte, malgré la liberté qui fleurit partout sur les murs.

Expo-Photo du 16 au 28 Janvier 82

A la librairie Cherche, 3, rue Marx Dormoy, 75018 - Paris M° La Chapelle, tél 240.67.75

Vernissage le samedi 16 à partir de 18h, avec la participation de journalistes ayant été en Pologne pour les revues : « L'Alternative », « Tumulte » et « Que faire aujourd'hui ».

Le « Comité de Soutien aux Travailleurs Polonais » du XVIIIème arrondissement sera présent pour annoncer le programme de la Soirée-Débat qu'il organise le 29 janvier à la « Maison Verte », rue Marcadet.



Du 20 janvier au 20 février 1982 : **Moussa** expose ses peintures et reçoit deux amis **Hocine Tonatbi** et **Lella Sebbar** écrivain, qui signeront pour vous leurs derniers livres.

Aux visiteurs du soir : 50, rue Galande - Paris 5ème.

CINE

ANTILLES : A travers des films documentaires projetés en ce moment sur les Antilles à la salle Jean Renoir, à Beaubourg, une soirée projection-débat aura lieu le 27 janvier 1982 à partir de 18h sur le thème « réalité de l'immigration antillaise et des Antilles » en présence de certains réalisateurs. Entrée libre et ouverte à tous.

AMIENS : Journées cinématographiques contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples du 11 au 21 mars 1982

14 films en compétition fiction ou documentaire.

Rétrospective du film contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

Découverte du cinéma indien (10 films dont de nombreux inédits)

1962-1982, 20 ans d'indépendance, 20 ans de cinéma.

Hommage au cinéma algérien.

Cinéma raciste ? Une relecture de certains grands films racistes est proposée au public de Picardie

Luttes sociales, langage et cinéastes noirs américains

Festival international d'Amiens, 44, rue des Trois Cailloux ou c/o MRAP, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél 806 88 00.



Moussa

ANNONCES

CLUB : Nous sommes un groupe sympa, club des Jeunes amis (es) de copains, copines, plus de 17 ans. Nous souhaitons nous élargir, en rencontrant d'autres Jg., J.f, plus de 17 ans, sur Paris, Ile de France, qui se trouvent seuls (es), isolés (es), en vue de faire ensemble des rencontres, des sorties, le W.E. Viens nous voir chaque samedi de 17h à 18h30 « Café les sports », porte et métro : Champeret ou bus n° 82, 92, PC (le journal sera sur la table) et écries-nous chez Gilbert

ANALYSTE : Un psychologue-analyste maghrébin est en mesure de recevoir ceux et celles qui désirent élaborer un travail psychothérapique ou analytique. Il peut s'agir d'une démarche dont la visée est thérapeutique ou didactique.

Ecrire pour prendre rendez-vous à **M. Hadjadj**, 124 rue Lecourbe, 75015 Paris, tél. 842 22 72.

AUX VISITEURS DU SOIR 50 R. GALANDE PARIS V



20 Janvier

PEINTURES

20 Février

avec deux signatures

L'AMOUR QUAND MEME FATIMA

H. Touabti (Belfond) 28 janv 19H

L. Sebbar (Stock) 2 févr 19H

TUNISIE : L'union culturelle des travailleurs immigrés tunisiens organise une soirée culturelle de soutien à la lutte du peuple tunisien, à l'occasion du 4^e anniversaire des événements sanglants du 26 janvier 1978 près de 1 000 morts et

plusieurs milliers de blessés. Cette soirée aura lieu à partir de 15 heures le dimanche 31 janvier, à la salle des Amandiers, rue de Ménilmontant, 75020 Paris. Au programme :

- Intervention centrale de l'UTIT

- Film « et demain » de B. Babay (Tunisie)

- Partie culturelle : chants, musique, etc ...

MAGHREB : Centre culturel maghrébin ouvre ses portes prochainement et demande moniteurs et monitrices de langue arabe. Demander **M. Kalid**, au 500^e 92 17 le mardi et le mercredi après-midi, le jeudi et le vendredi, le soir de 8 heures à 22h30.

Meinon, 17 rue Curnonsk, 75017 Paris. Tél. à Eric le soir dès 17h30 : 084 56 11. Philippe : 534 46 46 (P.S. : le club est gratuit).

JEUX ET MOTS CROISES

Solution grille n° 34

1	B	I	Z	E	R	T	E	G	I
2	E	L	A	N	O	S	A	K	A
3	N	E	M	E	S	I	S	U	R
4	I	B	E	E	A	S	R		
5	N	U	E	T	R	O	E	N	E
6	E	Z	E	A	U	R	E	S	
7	C	L	E	M	A	T	I	T	E
8	R	E	U	N	I	R	S	A	
9	I	E	L	E	A	U	I		
10	E	R	R	E	U	R	N	I	L



Grille n° 35

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

HORIZONTALEMENT

1. Capitale Africaine. - Ville d'Algérie.
2. - Homme d'Etat algérien.
3. Etre éternel. - Guide.
4. Retire. - Cubes.
5. Tenta. - Personnel.
6. Première femme de Mahomet.
7. Article. - Ville de Grèce.
8. Singulier. - Laize.
9. Patrop des orfèvres. - Supprimée.
10. Note. - Ville d'Algérie.

VERTICALEMENT

1. Emir arabe.
2. Pas près. - Parle fort.
3. - Ville d'Algérie. Lac français.
4. Touchée. - Infraction.
5. Note. - Dissimule.
6. Ville Allemande. - Fleuve d'URSS.
7. Oiseau. - Adapte.
8. Rejete. - Crack. - Préposition.
9. Charges d'ongulés. - Terres isolées.
10. Paru. - Convenable.

Bonnes feuilles (Suite)

Le suivre malgré tout du regard tandis qu'il s'éloigne, qu'il passe devant l'horlogerie et magasin d'optique, que j'évite un rhomboïdre tricolore de Kodak, que je longe l'avancée stratégique d'une boutique de confection dont les modèles infestent le trottoir : continuer au-delà du bureau de tabac, de la marchande de fleurs, de l'agence de placement : marcher, marcher encore, comme un automate : user de l'horreur comme d'une cuirasse protectrice : si mon regard jetait du feu, si mes yeux lançaient des flammes ! : plus rien derrière moi, la mort sur mon passage : brasier, un brasier fumant : vitrines, magasins, maisons, habitants : terre brûlée, ruines, cimetières, ferraille, ossements ! : un monsieur chauve dans un manteau de fourrure, des familles nombreuses en rang par cinq qui, pour t'éviter, défont leur alignement, délient leurs mains gantées : tu as vu sa tête, papa ! : oui, mon petit, ce n'est rien, ne le regarde pas comme ça, c'est mal élevé : encore une terrasse climatisée, la silhouette bidimensionnelle d'un cuisinier en toque blanche qui propose son menu touristique : stupeur innocente des visages juvéniles, regards en coin, grimaces furtives : le paria, le nègre, le pestiféré se déplace en toute liberté : il nous regarde sans nous voir, on dirait qu'il se délecte de notre effroi, qu'il prépare un mauvais coup en secret : d'où sort-il ? : pourquoi l'a-t-on lâché ? : comment peut-on le laisser dans cet état, couverts de plaies et de haillons, au lieu de le mettre en quarantaine sous contrôle médical ? : défi, provocation, volonté de mobiliser contre lui les réflexes de défense d'une communauté permissive et libérale, mais bien décidée à se défendre à coups de griffes et de dents contre toute atteinte au bien-être des familles et à l'ordre social ? : brebis galeuse, chien teigneux, parasite malsonnant : instrument discordant dans l'exécution harmonieuse d'une partition : métaphore perdue parmi les signes algébriques d'une équation : ordinateur qui, au lieu de fournir la réponse exigée par une commission d'experts financiers transforme les données en poème violemment anti-militariste ! : dépasser la pharmacie, la bouche du métro, la chemiserie, le magasin de photos : suivre le trottoir surélevé, le garde-fou qui domine le trafic fluide du boulevard, à l'angle de la rue de la Lune et de la rue Clévy : descendre, collé au parapet, sans un regard pour l'arc vieux et vénérable de la porte Saint-Denis : obliger ceux qui viennent en sens inverse et t'observent, médusés, à s'écarter sur ton passage, l'aversion et l'inquiétude peintes sur leurs visages : marcher sans les voir tout en sachant qu'ils te regardent : sensation de brûlure qui remonte le long de mon dos et semble se concentrer sur la nuque : continuer pourtant, continuer ton chemin, traverser la chaussée au milieu des pare-chocs immobilisés au feu rouge, atteindre le coin de la rue où jour



Makbara

et nuit montent la garde une demi-douzaine de prostituées : avancer, avancer encore, kiosques à journaux, papeterie, disques et matériel scolaire, africains avec totems et objets folkloriques, éventaires extérieurs d'un Prisunic, galeries fourmillantes de passants : révolusion, inquiétude,

d'une funeste conjonction astrale : écartons-nous, évitons son haleine, couvrons prudemment notre nez et notre bouche de doux mouchoirs stérilisés : téléphonons au service de la voirie ; sa proximité représente une menace pour la santé de la population : nous pouvons tous succomber à la contagion : vers le

*Révolusion, inquiétude, écoeurement se lisent
soudain sur leurs visages*

écoeurement se lisent soudain sur leurs visages, créent le vide autour de lui, l'enveloppent dans un aura tangible d'insécurité : animal d'une espèce inclassifiable et inconnue, triste produit

boulevard Sébatopol, éviter l'entrée de la station Strasbourg-Saint-Denis, le kiosque de magazines turcs et yougoslaves, l'éventaire de l'individu qui plastifie en quelques secondes n'im-

Par
Juan
Goytisolo

porte quel document : arriver enfin auprès de la souriante zélatrice au chapeau de feutre, absorbée par le monotone exercice de son infime apostolat : distribution de tracts ornés d'un soleil dont les rayons brisent les chaînes honnies de la perdition, et porteurs d'un message du fondateur de la mission *Salut et Guérison* : qu'elle lui tend imperturbable, d'un air bienveillant : sans remarquer que c'est moi qui suis là devant : oui, mon pauvre, Dieu pense à vous. Il vous veut du bien. Il se soucie de votre salut, laissez-le donc entrer dans votre cœur ! : votre maladie peut-être le péché de votre âme, mais de même qu'il a guéri le lépreux, de même il vous pardonnera chaque péché si vous faites appel à Lui : croyez-moi, rien n'est impossible avec le Seigneur ! : cercle de curieux, attroupement immédiat autour des acteurs : impatience populaire centrée sur la poche du manteau fantasmagorique où il cache une main réticente : acceptera-t-il ? : prendra-t-il la feuille rectangulaire que lui tend l'activiste charitable et compatissant ? : le suspense se prolonge quelques secondes : expression ineffable de la dévote, silence des badauds qui guettent l'imprévisible réaction du revenant : enfin la douteuse extrémité émerge avec la prudence d'un ressuscité abandonnant les ténèbres de la tombe, il ébauche, soudain touché par la grâce, un geste vers la feuille tendue, mais change d'avis, lève la main, dans une fureur imprévue, et tu la lui flanques en plein sur la joue, je lui donne une gifle retentissante : ma bghit walou mennek, samaati ? : et ajouter en lui tournant le dos et en t'ouvrant un chemin à travers la foule paralysée : naal-din ummek ! : murmures, exclamations de surprise, réactions effrayées, tardives de la dignité offensée : ça alors ! : j'ai jamais vu une chose pareille ! : ils se croient tout permis ! : frapper publiquement une femme ! : oh, vous savez, je les connais bien, j'ai vécu quinze ans chez eux ! : avez-vous besoin de quelque chose, Madame ? : c'est rien, Monsieur, c'est rien, il n'est pas sain d'esprit, on peut pas lui tenir rigueur de son geste, un pauvre malheureux ! : à l'abri : hors d'atteinte de leurs voix, sur le trottoir d'en face : terrasse-aquarium du café de France, un autre kiosque à journaux, l'emblème écarlate d'un tabac, des fourrures en solde, un magasin de confection : remonter par le boulevard de Strasbourg, sans faire attention à ceux qui me regardent : grimaces, expression de contrariété, de répulsion : ma féconla moisson : lui laisser la voie libre avec un empressement visible : incapables de relever le défi qu'une telle existence implique : pieds foncés, nus, insensibles à l'apreté de la saison : pantalons rapiécés, usés aux genoux jusqu'à la trame et improvisant d'étranges lucarnes : manteau au col relevé sur une double absence : les oreilles, où sont les oreilles, mon Dieu ?

Suite la semaine prochaine